

**FORMULAIRE DE POLICE D'ASSURANCE
AUTOMOBILE DU QUÉBEC
(F.P.Q.)**

N° 1
Formulaire des propriétaires

(The English version of this document follows the French version.)

Table des matières

INTRODUCTION	4
1. DOCUMENTS INCLUS DANS LE CONTRAT D'ASSURANCE	4
2. OBLIGATION D'INFORMER L'ASSUREUR.....	4
CONDITIONS PARTICULIÈRES	5
CHAPITRE A : GARANTIES POUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCOULANT DES DOMMAGES MATÉRIELS ET DES DOMMAGES CORPORELS CAUSÉS À D'AUTRES PERSONNES (ASSURANCE OBLIGATOIRE)	7
1. PERSONNES ASSURÉES	7
2. VÉHICULES ASSURÉS.....	7
3. GARANTIE PRINCIPALE.....	7
3.1 <i>Description de la garantie principale</i>	7
3.2 <i>Précisions quant aux dommages</i>	8
4. GARANTIES ADDITIONNELLES	8
4.1 <i>Prise en charge et défense des intérêts des personnes assurées</i>	8
4.2 <i>Prise en charge de certains frais liés à une poursuite</i>	8
4.3 <i>Remboursement de soins médicaux</i>	9
4.4 <i>Prise en charge des frais réclamés par une municipalité</i>	9
5. EXCLUSIONS	9
6. INDEMNITÉ PAYABLE PAR L'ASSUREUR	9
6.1 <i>Règle générale</i>	9
6.2 <i>Ajustement du montant d'assurance en raison de la loi</i>	10
6.3 <i>Cas où les personnes assurées doivent rembourser l'indemnité</i>	10
6.4 <i>Limitation du montant d'assurance pour le risque nucléaire</i>	10
6.5 <i>Règles particulières pour le véhicule dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire</i> ..	10
6.6 <i>Règles particulières pour le véhicule de remplacement temporaire</i>	10
6.7 <i>Règles particulières pour le véhicule dont l'assuré désigné n'est pas propriétaire</i>	11
6.8 <i>Règles particulières pour les remorques ou les semi-remorques attelées à un véhicule automobile</i>	11
6.9 <i>Règles particulières pour le véhicule assuré confié à une personne qui exerce une activité professionnelle de garagiste</i>	11
7. MANDAT DE REPRÉSENTATION	12
CHAPITRE B : GARANTIES POUR LES DOMMAGES AUX VÉHICULES ASSURÉS (ASSURANCE OPTIONNELLE)	12
1. PERSONNE ASSURÉE	12
2. VÉHICULES ASSURÉS.....	12
3. GARANTIE PRINCIPALE.....	12
3.1 <i>Description de la garantie principale</i>	12
3.2 <i>Description des protections</i>	13
4. GARANTIES ADDITIONNELLES	14
4.1 <i>Frais de déplacement en cas de vol d'un véhicule assuré</i>	14
4.2 <i>Prise en charge des frais réclamés par une municipalité</i>	14
4.3 <i>Prise en charge d'autres frais</i>	15
5. GARANTIE POUR LES VÉHICULES DE REMPLACEMENT TEMPORAIRE.....	15
6. EXCLUSIONS	15
7. FRANCHISE PAYABLE PAR L'ASSURÉ DÉSIGNÉ	17
8. INDEMNITÉ PAYABLE PAR L'ASSUREUR	17
8.1 <i>Règle générale</i>	17
8.2 <i>Délais pour le paiement de l'indemnité</i>	17
8.3 <i>Règles particulières pour le véhicule dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire</i> ..	17
8.4 <i>Règles particulières pour le véhicule de remplacement temporaire</i>	17
8.5 <i>Règles particulières pour les remorques ou les semi-remorques attelées à un véhicule automobile</i>	18

CONDITIONS GÉNÉRALES	18
1. LOIS APPLICABLES AU CONTRAT D'ASSURANCE.....	18
2. ENDROITS OÙ LES GARANTIES S'APPLIQUENT	18
3. CONTINUATION DES GARANTIES APRÈS UN SINISTRE.....	18
4. RÈGLES D'APPLICATION DU CONTRAT D'ASSURANCE LORSQU'IL Y A PLUSIEURS VÉHICULES DÉSIGNÉS...	19
5. INFORMATIONS À DÉCLARER À L'ASSUREUR.....	19
5.1 <i>Déclaration initiale du risque</i>	19
5.2 <i>Aggravation du risque</i>	19
5.3 <i>Conséquences en cas de fausses déclarations ou d'informations non déclarées</i>	20
6. NON-RESPECT D'UN ENGAGEMENT FORMEL	21
7. USAGES INTERDITS D'UN VÉHICULE ASSURÉ.....	21
8. EXAMEN DES VÉHICULES ASSURÉS	21
9. ENVOI DES AVIS PAR L'ASSUREUR ET L'ASSURÉ DÉSIGNÉ	21
DÉCLARER UN SINISTRE ET FAIRE UNE RÉCLAMATION	22
1. QUOI FAIRE LORS D'UN SINISTRE	22
1.1 <i>Déclarer certaines informations à l'assureur</i>	22
1.2 <i>Respecter certaines obligations relatives au véhicule assuré</i>	23
1.3 <i>Ne pas se prononcer sur sa responsabilité et ne pas régler la réclamation</i>	24
1.4 <i>Collaborer avec l'assureur</i>	24
2. COMMENT SE DÉTERMINE LA VALEUR DES DOMMAGES.....	24
2.1 <i>Valeur des dommages payable par l'assureur pour la réparation du véhicule assuré</i>	24
2.2 <i>Valeur des dommages payable par l'assureur pour le véhicule assuré qui est une perte totale</i>	25
2.3 <i>Cas où l'assureur peut décider de faire réparer, reconstruire ou remplacer le bien endommagé</i>	25
3. DROIT DE L'ASSUREUR APRÈS AVOIR PAYÉ UNE INDEMNITÉ (DROIT DE SUBROGATION).....	25
3.1 <i>Règle générale</i>	25
3.2 <i>Exceptions</i>	25
4. ARBITRAGE EN CAS DE DÉSACCORD ENTRE L'ASSURÉ DÉSIGNÉ ET L'ASSUREUR.....	26
4.1 <i>Faire une demande d'arbitrage</i>	26
4.2 <i>Choisir les experts et l'arbitre</i>	26
4.3 <i>Valeur des dommages payable par l'assureur</i>	27
4.4 <i>Déroulement de l'arbitrage</i>	27
4.5 <i>Choix de la langue</i>	27
4.6 <i>Endroit où se déroule l'arbitrage</i>	27
4.7 <i>Décision de l'arbitre</i>	27
4.8 <i>Frais et honoraires de l'arbitrage</i>	28
5. MAINTIEN DES DROITS DE L'ASSURÉ DÉSIGNÉ ET DE L'ASSUREUR.....	28
6. DÉLAI POUR ENTREPRENDRE UNE ACTION DÉCOULANT DU CONTRAT D'ASSURANCE (DÉLAI DE PRESCRIPTION)	28
PRISE D'EFFET, RENOUVELLEMENT ET EXPIRATION DU CONTRAT D'ASSURANCE	28
1. PRISE D'EFFET ET EXPIRATION DU CONTRAT D'ASSURANCE	28
2. RENOUVELLEMENT DU CONTRAT D'ASSURANCE.....	28
3. RÉSILIATION DU CONTRAT D'ASSURANCE (METTRE FIN AU CONTRAT D'ASSURANCE)	29
3.1 <i>Résiliation par l'assuré désigné</i>	29
3.2 <i>Résiliation par l'assureur</i>	29
TABLEAU DE RÉSILIATION	31
DÉFINITIONS	32

INTRODUCTION

L'introduction contient des explications générales sur le contrat d'assurance pour en faciliter la compréhension. Ces explications ne peuvent pas servir à créer un droit ou une garantie.

En cas d'ambiguïté ou de divergence entre l'introduction et les lois applicables au contrat d'assurance, c'est le texte de ces lois qui a priorité.

1. DOCUMENTS INCLUS DANS LE CONTRAT D'ASSURANCE

Les documents suivants font partie du contrat d'assurance :

- Le présent document, à savoir le « Formulaire de police d'assurance automobile du Québec (F.P.Q.) N° 1 – *Formulaire des propriétaires* ». Cette police d'assurance est un document standard approuvé par l'Autorité des marchés financiers.
À noter que la section « *Conditions particulières* » de cette police d'assurance contient des informations spécifiques à la situation de l'**assuré désigné**.
- Les **avenants** nommés à l'article 4 de la section « *Conditions particulières* ».

Voici quelques indications utiles pour comprendre le contrat d'assurance :

- Se référer à la « *Table des matières* » pour comprendre la structure du contrat d'assurance et pour trouver une information en particulier.
- Les mots et les expressions en caractère gras dans le présent document et dans les **avenants** sont expliqués à la section « *Définitions* ». À noter que les **avenants** peuvent comporter leurs propres définitions.
- Le contrat d'assurance doit être lu comme un tout. Les clauses doivent donc être interprétées les unes par rapport aux autres, d'après le sens qui tient compte de l'ensemble du contrat d'assurance.
- Les garanties du chapitre A et du chapitre B sont des garanties différentes qui s'appliquent indépendamment l'une de l'autre.
- L'utilisation du singulier inclut le pluriel.

2. OBLIGATION D'INFORMER L'ASSUREUR

Tant avant la conclusion du contrat d'assurance que pendant sa durée, toutes les informations qui peuvent influencer le risque doivent être déclarées à l'**assureur**. Elles doivent aussi être déclarées lors du renouvellement du contrat d'assurance.

En cas de doute sur l'obligation de déclarer une information en particulier, il est préférable de communiquer avec l'**assureur**.

Entre autres, les informations suivantes doivent être déclarées :

- Tout changement dans l'usage du **véhicule désigné**.
- Si des personnes autres que l'**assuré désigné** conduisent le **véhicule désigné**.
- Tout accident automobile ou tout **sinistre** survenu dans le passé.
- Toute condamnation pour une infraction au *Code de la sécurité routière*.
- Toute condamnation criminelle.
- Toute modification ou ajout au **véhicule désigné**.
- Tout changement à la situation personnelle de l'**assuré désigné** ou à celle des conducteurs.

L'obligation d'informer l'**assureur** est décrite en détail à l'article 5 de la section « *Conditions générales* ».

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 1

Nom et adresse de l'assuré désigné :

La ville et la province de l'adresse écrite à cet article 1 constituent les lieux d'usage principal, de remisage et de stationnement du **véhicule désigné**. Si ce n'est pas le cas, le **preneur** ou l'**assuré désigné** doit le déclarer.

ARTICLE 2

Durée du contrat :

Du _____ * au _____ * exclusivement.

*à 0 h 01 selon l'heure normale à l'adresse de l'**assuré désigné**.

ARTICLE 3

Caractéristiques du véhicule désigné :

Créancier qui a droit aux indemnités du chapitre B, selon son intérêt :

ARTICLE 4

Les risques couverts par le contrat d'assurance sont ceux pour lesquels un **montant d'assurance**, une **franchise** ou une **prime d'assurance** est écrit au tableau ci-dessous. Ils sont couverts aux conditions énoncées dans le contrat d'assurance.

<u>GARANTIES</u>	<u>RISQUES</u>	<u>MONTANT D'ASSURANCE ET FRANCHISES</u>	<u>PRIMES D'ASSURANCE</u>
<u>Chapitre A :</u> Responsabilité civile	Dommmages matériels ou dommmages corporels causés à d' autres personnes	Montant d'assurance : \$	\$
<u>Chapitre B :</u> Dommmages aux véhicules assurés	<u>Protection 1 :</u> « Tous risques »	Franchise par sinistre : \$	\$
	<u>Protection 2 :</u> Risques de collision et de renversement	\$	\$
	<u>Protection 3 :</u> Tous les risques sauf collision ou renversement	\$	\$
	<u>Protection 4 :</u> Risques spécifiques	\$	\$
Avenants :			\$
Date limite pour le paiement des primes d'assurance :		Total :	\$

ARTICLE 5

L'**assuré désigné** est le propriétaire réel et le titulaire de l'immatriculation du **véhicule désigné**. Si ce n'est pas le cas, les informations suivantes doivent être déclarées :

Propriétaire réel :

Titulaire de l'immatriculation :

ARTICLE 6

Déclarations importantes pour l'analyse du risque :

ARTICLE 7

Informations pour l'**assuré désigné** :

Nom de l'agent ou du courtier en assurance :

Adresse de l'agent ou du courtier en assurance :

CHAPITRE A :
GARANTIES POUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DÉCOULANT DES DOMMAGES
MATÉRIELS ET DES DOMMAGES CORPORELS CAUSÉS À D'AUTRES
PERSONNES
(ASSURANCE OBLIGATOIRE)

1. PERSONNES ASSURÉES

Les personnes assurées au chapitre A sont les suivantes :

- **l'assuré désigné;**
- toute personne qui conduit un véhicule assuré;
- toute personne qui fait usage d'un véhicule assuré. Toute personne qui fait fonctionner une partie d'un véhicule assuré est réputée en faire usage.

Les représentants légaux et la succession de ces personnes sont également assurés.

La personne qui vole un véhicule assuré ou qui est complice du vol n'est pas assurée.

2. VÉHICULES ASSURÉS

Sauf si le contexte indique un sens différent, l'expression « véhicule assuré » utilisée au chapitre A fait référence aux véhicules suivants :

- A. **Véhicule désigné.**
- B. **Véhicule dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire**, aux conditions énoncées à sa définition.
- C. **Véhicule de remplacement temporaire**, aux conditions énoncées à sa définition.
- D. **Véhicule dont l'assuré désigné n'est pas propriétaire**, aux conditions énoncées à sa définition.
- E. **Remorque ou semi-remorque dont l'assuré désigné est propriétaire**, aux conditions énoncées à sa définition.
- F. Remorque ou semi-remorque dont **l'assuré désigné** n'est pas **propriétaire** et qui est utilisée avec un véhicule assuré au contrat d'assurance.

3. GARANTIE PRINCIPALE

3.1 Description de la garantie principale

Le chapitre A couvre le risque suivant : les conséquences financières que peut subir une personne assurée lorsqu'elle est civilement responsable d'un **dommage** causé à une **autre personne** par un véhicule assuré.

La responsabilité civile de la personne assurée doit découler du fait qu'elle est la **propriétaire** du véhicule ou du fait qu'elle le conduisait ou en faisait usage.

3.2 Précisions quant aux dommages

3.2.1 Dommages occasionnés aux remorques ou semi-remorques dont les personnes assurées ne sont pas propriétaires

Lorsqu'un **dommage** est occasionné à une remorque ou une semi-remorque dont les personnes assurées ne sont pas **propriétaires** et :

- que la remorque ou la semi-remorque est attelée à un **véhicule automobile utilisé à des fins personnelles** qui est assuré par le présent chapitre A; ou
- qu'elle n'est pas attelée à un tel véhicule à la condition qu'elle le soit habituellement;

les conséquences financières subies par les personnes assurées sont couvertes si la remorque ou la semi-remorque n'est pas conçue ni utilisée pour le transport de personnes, ni à des fins de démonstration, de vente, de bureau, ou d'habitation.

3.2.2 Dommages visés par la Convention d'indemnisation directe

Lorsqu'un **dommage matériel** est causé à une personne assurée et que la *Convention d'indemnisation directe* établie conformément à la *Loi sur l'assurance automobile* s'applique, ce dommage est couvert par le chapitre A.

3.2.3 Dommages causés à un autre assuré désigné

Lorsque c'est un **assuré désigné** qui subit un **dommage** du fait d'un autre **assuré désigné**, celui qui subit le **dommage** est considéré comme une **autre personne**. Il peut donc être indemnisé par l'**assureur** au chapitre A.

4. GARANTIES ADDITIONNELLES

Lorsque la garantie principale s'applique, le chapitre A inclut les garanties additionnelles suivantes :

4.1 Prise en charge et défense des intérêts des personnes assurées

Lorsqu'un **sinistre** lui est déclaré, l'**assureur** prend en charge les intérêts des personnes assurées et assume leur défense.

Il agit comme il le veut en matière d'enquête, de transaction ou de règlement.

Par contre, l'**assureur** ne peut pas invoquer un moyen de défense qui est interdit aux assureurs de l'endroit où le **sinistre** est survenu.

4.2 Prise en charge de certains frais liés à une poursuite

Lorsqu'une personne assurée est poursuivie, l'**assureur** prend en charge :

- les frais et les dépens qui découlent de cette poursuite; et
- les intérêts sur le **montant d'assurance**.

4.3 Remboursement de soins médicaux

Lorsqu'une **autre personne** subit un **dommage corporel**, l'**assureur** rembourse les dépenses engagées par une personne assurée pour les soins médicaux immédiatement nécessaires.

4.4 Prise en charge des frais réclamés par une municipalité

L'**assureur** prend en charge les frais réclamés à l'**assuré désigné** par une municipalité en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale* et ses règlements, lorsque son service de sécurité incendie est intervenu pour prévenir ou combattre l'incendie d'un véhicule assuré.

5. EXCLUSIONS

Les exclusions suivantes s'appliquent au chapitre A :

A. Tout **dommage corporel** dont l'indemnisation est prévue dans l'une des lois suivantes :

- la *Loi sur l'assurance automobile*;
- la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*;
- la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*.

Cette exclusion ne s'applique pas si la *Loi sur l'assurance automobile* n'est pas applicable.

B. Toute responsabilité imposée par une législation visant les accidents du travail.

C. Tout **dommage corporel** causé à une personne qui est employée par une personne assurée et qui est occupée à faire fonctionner ou à réparer un véhicule assuré.

D. Tout **dommage** causé à une personne qui exerce une **activité professionnelle de garagiste**, pendant que le véhicule assuré lui est confié.

E. Le **sinistre** qui survient pendant que le véhicule assuré :

- est loué à une **autre personne**;
- est utilisé comme taxi, véhicule de visites touristiques, autobus, autocar ou comme tout autre véhicule fourni avec chauffeur;
- transporte des explosifs;
- transporte des substances radioactives à des fins de recherche, d'éducation, d'expansion, d'industrie, ou à d'autres fins connexes.

L'**assureur** peut accepter de couvrir ces situations en les spécifiant à la section « *Conditions particulières* » ou par un **avenant**.

6. INDEMNITÉ PAYABLE PAR L'ASSUREUR

6.1 Règle générale

L'indemnité payable par l'**assureur** ne peut pas dépasser le **montant d'assurance**, auquel s'ajoutent les frais couverts par les garanties additionnelles. Cette règle s'applique même :

- s'il y a plusieurs personnes assurées ou une multiplicité d'intérêts;
- si plusieurs personnes subissent un **dommage**;
- si plusieurs personnes assurées sont civilement responsables des **dommages** découlant d'un même **sinistre**; et
- si les **dommages** sont de différentes natures.

Si plusieurs personnes assurées sont civilement responsables des **dommages** découlant d'un même **sinistre** et que le **montant d'assurance** est insuffisant, l'**assuré désigné** bénéficie des garanties en priorité.

6.2 Ajustement du montant d'assurance en raison de la loi

Si le **montant d'assurance** est inférieur au montant minimum exigé par les lois relatives à l'assurance des véhicules automobiles en vigueur à l'endroit du **sinistre**, le **montant d'assurance** sera ajusté pour respecter ce minimum.

6.3 Cas où les personnes assurées doivent rembourser l'indemnité

Si l'**assureur** doit indemniser une **autre personne** en raison d'une disposition légale visant l'assurance de véhicules automobiles, et qu'il n'était pas tenu de le faire en vertu du contrat d'assurance, les personnes assurées s'engagent à rembourser cette indemnité à l'**assureur**, à sa demande.

6.4 Limitation du montant d'assurance pour le risque nucléaire

Si c'est la réalisation d'un **risque nucléaire** qui a occasionné les **dommages**, le **montant d'assurance** applicable se limite au montant minimum imposé par l'une des lois suivantes, selon le type de **véhicule automobile** impliqué dans le **sinistre** :

- la *Loi sur l'assurance automobile*;
- la *Loi sur les véhicules hors route*.

6.5 Règles particulières pour le véhicule dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire

- A. Le **véhicule dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire** bénéficie des mêmes garanties que le **véhicule désigné**.
- B. Si l'**assuré désigné** a plusieurs **véhicules désignés** assurés avec l'**assureur**, en vertu d'un ou plusieurs contrats d'assurance, le véhicule dont il est nouvellement propriétaire bénéficie de la moindre des garanties déjà accordées sur tous ces autres véhicules.

6.6 Règles particulières pour le véhicule de remplacement temporaire

- A. Tout contrat d'assurance de responsabilité civile établi au nom du **propriétaire** d'un **véhicule de remplacement temporaire** s'applique en premier.
- B. Le présent chapitre A intervient seulement si l'assurance de ce **propriétaire** est insuffisante, et ce :
 - jusqu'à concurrence du **montant d'assurance** du **véhicule désigné**; et
 - uniquement pour ce qui excède l'obligation de l'assureur du **propriétaire**.

Si l'**assuré désigné** a plusieurs **véhicules désignés** assurés avec l'**assureur**, en vertu d'un ou plusieurs contrats d'assurance, c'est le plus élevé des **montants d'assurance** de ces véhicules qui s'applique.

6.7 Règles particulières pour le véhicule dont l'assuré désigné n'est pas propriétaire

- A. Tout contrat d'assurance de responsabilité civile établi au nom du **propriétaire** d'un **véhicule dont l'assuré désigné n'est pas propriétaire** s'applique en premier.
- B. Le présent chapitre A intervient seulement si l'assurance de ce **propriétaire** est insuffisante, et ce :
 - jusqu'à concurrence du **montant d'assurance** du véhicule désigné; et
 - uniquement pour ce qui excède l'obligation de l'assureur du **propriétaire**.

Si l'**assuré désigné** a plusieurs **véhicules désignés** assurés avec l'**assureur**, en vertu d'un ou plusieurs contrats d'assurance, c'est le plus élevé des **montants d'assurance** de ces véhicules qui s'applique.

- C. Dans les quatre cas d'exception énumérés à la définition du **véhicule dont l'assuré désigné n'est pas propriétaire** et aux conditions qui y sont énoncées, le **montant d'assurance** est limité au montant minimum exigé par l'une des lois suivantes, selon le type de **véhicule automobile** impliqué dans le **sinistre** :
 - la *Loi sur l'assurance automobile*;
 - la *Loi sur les véhicules hors route*.

6.8 Règles particulières pour les remorques ou les semi-remorques attelées à un véhicule automobile

- A. Lorsqu'une ou plusieurs remorques ou semi-remorques sont attelées à un **véhicule automobile**, elles sont réputées constituer avec lui un seul et même véhicule.

Cette règle signifie que si un **dommage** est causé par le **véhicule automobile**, la remorque ou la semi-remorque, un seul de leur **montant d'assurance** s'applique, soit le plus élevé des montants.
- B. La même règle s'applique si ces véhicules sont assurés par différents contrats d'assurance avec l'**assureur**.
- C. Dans les quatre cas d'exception énumérés à la définition du **véhicule dont l'assuré désigné n'est pas propriétaire** et aux conditions qui y sont énoncées, le **montant d'assurance** est limité au montant minimum exigé par l'une des lois suivantes, selon le type de **véhicule automobile** impliqué dans le **sinistre** :
 - la *Loi sur l'assurance automobile*;
 - la *Loi sur les véhicules hors route*.

6.9 Règles particulières pour le véhicule assuré confié à une personne qui exerce une activité professionnelle de garagiste

Lorsqu'un **dommage** est causé par un véhicule assuré qui fait l'objet d'une **activité professionnelle de garagiste** au moment du **sinistre** :

- A. C'est le contrat d'assurance de la personne à qui le véhicule est confié et qui exerce cette activité qui s'applique en premier, et ce, à la condition que ce contrat couvre sa responsabilité civile sans désigner expressément les véhicules qui sont assurés.
- B. Le présent chapitre A intervient seulement si l'assurance de cette personne est insuffisante, et ce :
 - jusqu'à concurrence du **montant d'assurance** applicable; et
 - uniquement pour ce qui excède l'obligation de l'assureur de cette personne.

7. MANDAT DE REPRÉSENTATION

Les personnes assurées donnent à l'**assureur** le mandat de les représenter dans toute poursuite intentée contre elles au Canada ou aux États-Unis.

La poursuite doit découler du fait qu'une personne assurée est **propriétaire** du véhicule assuré ou du fait qu'elle le conduisait ou en faisait usage.

Ce mandat de représentation inclut, entre autres, le droit pour l'**assureur** de comparaître au nom des personnes assurées et d'assumer leur défense.

Les personnes assurées renoncent à leur droit de retirer ce mandat à l'**assureur** sans son consentement.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE B : GARANTIES POUR LES DOMMAGES AUX VÉHICULES ASSURÉS (ASSURANCE OPTIONNELLE)</p>
--

1. PERSONNE ASSURÉE

La personne assurée au chapitre B est l'**assuré désigné**.

*Pour connaître les personnes assurées lorsqu'un **véhicule de remplacement temporaire** est impliqué dans un **sinistre**, voir l'article 5 du chapitre B.*

2. VÉHICULES ASSURÉS

Sauf si le contexte indique un sens différent, l'expression « véhicule assuré » utilisée au chapitre B fait référence aux véhicules suivants :

- A. **Véhicule désigné.**
- B. **Véhicule dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire**, aux conditions énoncées à sa définition.

3. GARANTIE PRINCIPALE

3.1 Description de la garantie principale

Le chapitre B couvre :

- les **dommages** occasionnés directement et accidentellement à un véhicule assuré ou à ses équipements et accessoires; et
- la disparition d'un véhicule assuré ou de ses équipements et accessoires.

Ces **dommages** ou cette disparition doivent résulter de la réalisation d'un risque couvert par la protection applicable.

3.2 Description des protections

Pour connaître la protection applicable, voir l'article 4 de la section « Conditions particulières ».

3.2.1 Protection 1 – Garantie « tous risques »

Cette protection couvre les **dommages** occasionnés par tout type de risques. Par contre, elle exclut les risques et les **dommages** énumérés à l'article 6 du chapitre B.

3.2.2 Protection 2 – Garantie contre les risques de collision et de renversement

Cette protection couvre les **dommages** occasionnés par les risques de collision et de renversement.

Une « collision » inclut, entre autres :

- toute collision entre un véhicule assuré et le sol;
- toute collision entre deux véhicules attelés l'un à l'autre; et
- toute collision entre un véhicule assuré et une personne ou un animal.

Le « renversement » d'un véhicule assuré peut être partiel ou complet.

Par contre, cette protection exclut les risques et les **dommages** énumérés à l'article 6 du chapitre B.

3.2.3 Protection 3 - Garantie contre les risques qui ne sont pas une collision ou un renversement

Cette protection couvre les **dommages** occasionnés par les risques qui ne sont pas une collision ou un renversement.

Elle couvre, entre autres, les **dommages** occasionnés par les risques suivants :

- les risques énumérés à la Protection 4;
- les actes malveillants;
- les objets qui tombent ou qui volent;
- les projectiles;

Tout comme la Protection 2, cette protection couvre aussi les **dommages** occasionnés par une collision entre un véhicule assuré et une personne ou un animal.

Par contre, cette protection exclut les risques et les **dommages** énumérés à l'article 6 du chapitre B.

3.2.4 Protection 4 - Garantie contre des risques spécifiques

Cette protection couvre uniquement les **dommages** occasionnés par les risques suivants :

- l'atterrissage forcé ou la chute d'un aéronef ou d'une partie de cet appareil;
- la crue des eaux;
- l'échouement, la submersion, l'incendie, le déraillement ou la collision de tout véhicule terrestre ou bateau servant à transporter un véhicule assuré;
- les émeutes;

- les explosions;
- la foudre;
- la grêle;
- l'incendie;
- les mouvements populaires;
- les tempêtes de vent;
- les tentatives de vol;
- les tremblements de terre;
- le vol.

Par contre, cette protection exclut les risques et les **dommages** énumérés à l'article 6 du chapitre B.

4. GARANTIES ADDITIONNELLES

Lorsque la garantie principale s'applique, le chapitre B inclut les garanties additionnelles suivantes :

4.1 Frais de déplacement en cas de vol d'un véhicule assuré

Si un véhicule assuré est couvert par la Protection 1, la Protection 3 ou la Protection 4 et que l'**assuré désigné** ne peut plus l'utiliser parce qu'il a été volé en entier, l'**assureur** lui rembourse les frais suivants :

- les frais de location pour un **véhicule de remplacement temporaire**;
- les frais de taxi;
- les frais de transport en commun.

Sur production des reçus de paiement, ces frais sont remboursés jusqu'à un montant maximum de 40 \$ par jour et de 1 200 \$ par **sinistre**.

Cette garantie s'applique uniquement aux frais engagés à partir de 72 heures après la déclaration de vol à la police ou à l'**assureur**, et ce, même si le contrat d'assurance a expiré depuis le **sinistre**.

Ces frais cessent d'être remboursés :

- lorsque le véhicule assuré est remplacé, ou réparé s'il a été retrouvé endommagé; ou
- lorsqu'une entente sur le règlement du **sinistre** est conclue avant que le véhicule assuré soit remplacé ou réparé.

4.2 Prise en charge des frais réclamés par une municipalité

L'**assureur** prend en charge les frais réclamés à l'**assuré désigné** par une municipalité en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale* et ses règlements, lorsque son service de sécurité incendie est intervenu pour prévenir ou combattre l'incendie d'un véhicule assuré.

4.3 Prise en charge d'autres frais

L'**assureur** prend en charge les frais suivants lorsque l'**assuré désigné** en est civilement responsable :

- les frais d'avarie commune;
- les frais de sauvetage;
- les droits de douane du Canada et des États-Unis.

5. GARANTIE POUR LES VÉHICULES DE REMPLACEMENT TEMPORAIRE

L'**assureur** garantit l'**assuré désigné** et le conducteur d'un **véhicule de remplacement temporaire** contre les conséquences financières qu'ils peuvent subir lorsqu'ils sont civilement responsables du fait :

- d'un **dommage** direct et accidentel causé à ce véhicule; ou
- de la disparition de ce véhicule.

La responsabilité civile peut être contractuelle ou extracontractuelle.

Cette garantie s'applique aux conditions suivantes :

- la protection applicable au **véhicule de remplacement temporaire**, soit celle du **véhicule désigné** qu'il remplace, doit couvrir le risque ayant causé le **dommage**; et
- l'**assuré désigné** ou le conducteur doit avoir un pouvoir de direction ou de gestion sur le véhicule ou en avoir la garde.

Les garanties additionnelles du chapitre B ne s'appliquent pas à cette garantie. Par contre, si le cas se présente, les garanties additionnelles du chapitre A peuvent s'appliquer.

Les exclusions énumérées à l'article 6 du chapitre B sont applicables à cette garantie.

L'indemnité payable par l'**assureur** est déterminée selon les règles énoncées à l'article 8 du chapitre B.

6. EXCLUSIONS

Les exclusions suivantes s'appliquent au chapitre B :

A. Les **dommages** occasionnés aux pneus, sauf en cas :

- de coïncidence avec d'autres **dommages** couverts par la même garantie; ou
- d'incendie, de vol ou d'actes malveillants couverts par la même garantie.

B. Les **dommages** occasionnés par :

- un bris mécanique;
- la corrosion;
- l'explosion dans les chambres de combustion;
- le gel;
- une panne;
- la rouille;
- l'usure normale.

Par contre, ces dommages ne sont pas exclus :

- en cas de coïncidence avec d'autres **dommages** couverts par la même garantie; ou
 - en cas d'incendie, de vol ou d'actes malveillants couverts par la même garantie.
- C. Pour la Protection 3 et la Protection 4 seulement, le vol commis par l'une des personnes suivantes :
- une personne qui a le même domicile que celui de l'**assuré désigné**;
 - une personne employée par l'**assuré désigné** en tant que préposé à la conduite, à la vente, à l'équipement, à la réparation, à l'entretien, au remisage, au stationnement, au déplacement ou au contrôle du bon fonctionnement d'un véhicule assuré, que cette personne soit ou non dans l'exercice de ses fonctions au moment du vol.
- D. L'appropriation illicite, le détournement, le vol ou le recel d'un véhicule assuré par une personne qui en a la possession légitime en vertu d'une hypothèque, d'une vente conditionnelle, d'un contrat de location, d'un contrat de crédit-bail ou en vertu de toute autre convention écrite similaire.
- E. L'aliénation volontaire des titres de propriété, avec ou sans abus de confiance, fraude ou déclaration mensongère.
- F. Le contenu d'une remorque ou d'une semi-remorque.
- G. Les rubans ou les accessoires de magnétophone, ou les disques compacts, à moins qu'ils ne soient en place dans un appareil.
- H. Qu'il y ait ou non déclaration de guerre, les **dommages** occasionnés, dans quelque mesure que ce soit, par :
- les activités des forces armées engagées dans des hostilités;
 - les bombardements;
 - la force militaire;
 - la guerre civile;
 - l'insurrection;
 - l'invasion;
 - la rébellion;
 - la révolution;
 - l'usurpation de pouvoir.
- I. Les **dommages** causés par un **sinistre** qui survient pendant que le véhicule assuré :
- est loué à une **autre personne**;
 - est utilisé comme taxi, véhicule de visites touristiques, autobus, autocar ou comme tout autre véhicule fourni avec chauffeur;
 - transporte des explosifs;
 - transporte des substances radioactives à des fins de recherche, d'éducation, d'expansion, d'industrie, ou à d'autres fins connexes.

L'**assureur** peut accepter de couvrir ces situations en les spécifiant à la section « *Conditions particulières* » ou par un **avenant**.

7. FRANCHISE PAYABLE PAR L'ASSURÉ DÉSIGNÉ

L'**assuré désigné** doit assumer la **franchise** relative à la protection applicable. Par contre, si les **dommages** sont occasionnés par la foudre ou l'incendie, la **franchise** ne s'applique pas.

*Pour connaître la **franchise** applicable à chacune des protections, voir l'article 4 de la section « Conditions particulières » ou les **avenants**, selon le cas.*

8. INDEMNITÉ PAYABLE PAR L'ASSUREUR

8.1 Règle générale

L'indemnité payable par l'**assureur** correspond à la valeur des **dommages**, moins la **franchise**. Elle inclut aussi les frais couverts par les garanties additionnelles.

*Pour les règles relatives à la façon dont se détermine la valeur des **dommages**, voir l'article 2 de la section « Déclarer un sinistre et faire une réclamation ».*

8.2 Délais pour le paiement de l'indemnité

L'**assureur** doit payer l'indemnité :

- dans les 60 jours qui suivent le moment où l'**assuré désigné** a déclaré le **sinistre**; ou
- dans les 60 jours qui suivent le moment où l'**assureur** a reçu les informations ou les pièces justificatives qu'il a exigées.

8.3 Règles particulières pour le véhicule dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire

- A. Si le **véhicule dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire** remplace ou s'ajoute à un seul **véhicule désigné** :
 - la protection applicable est la même que celle du **véhicule désigné**;
 - la **franchise** applicable est la même que celle du **véhicule désigné**.
- B. Si le véhicule s'ajoute à plusieurs **véhicules désignés** assurés par un ou plusieurs contrats d'assurance avec l'**assureur** :
 - le **dommage** est couvert seulement si tous les **véhicules désignés** sont assurés, au moment du **sinistre**, pour le risque ayant causé le **dommage**;
 - la **franchise** applicable est la plus élevée de toutes les **franchises** des protections qui couvrent le risque ayant causé le **dommage**.

8.4 Règles particulières pour le véhicule de remplacement temporaire

- A. Tout contrat d'assurance du **propriétaire** du **véhicule de remplacement temporaire** s'applique en premier.
- B. Le présent chapitre B s'applique seulement dans l'une des situations suivantes :
 - le **propriétaire** de ce véhicule n'est pas assuré pour les **dommages** causés à son véhicule;

- le **propriétaire** de ce véhicule est assuré, mais la **franchise** de son contrat d'assurance est plus élevée que celle du présent contrat. L'indemnité du présent chapitre B se limite alors à la différence entre :
 - la **franchise** du **propriétaire** de ce véhicule; et
 - la **franchise** du **véhicule désigné** qui est remplacé par le **véhicule de remplacement temporaire**.

8.5 Règles particulières pour les remorques ou les semi-remorques attelées à un véhicule automobile

Si une ou plusieurs remorques ou semi-remorques sont attelées à un **véhicule automobile** et que ces véhicules subissent un **dommage** lors d'un même **sinistre** :

- ces véhicules sont réputés être des véhicules distincts;
- ce sont donc leur propre protection et leur propre **franchise** qui s'appliquent.

CONDITIONS GÉNÉRALES

1. LOIS APPLICABLES AU CONTRAT D'ASSURANCE

Le contrat d'assurance est régi par les lois suivantes :

- le *Code civil du Québec*;
- le *Code de procédure civile* du Québec;
- la *Loi sur l'assurance automobile* et ses règlements; et
- la *Loi sur les véhicules hors route* lorsque le cas se présente.

Certaines conditions générales du contrat d'assurance sont une version simplifiée des exigences de ces lois. En cas d'ambiguïté ou de divergence, c'est le texte de ces lois qui a priorité.

2. ENDROITS OÙ LES GARANTIES S'APPLIQUENT

Les garanties du contrat d'assurance s'appliquent uniquement lorsque le **sinistre** survient dans l'un des endroits suivants :

- au Canada ou aux États-Unis;
- dans un bateau ou dans un aéronef qui fait le service entre les ports et les aéroports de ces pays.

L'**assureur** peut accepter, par un **avenant**, de couvrir des **sinistres** qui surviennent ailleurs.

3. CONTINUATION DES GARANTIES APRÈS UN SINISTRE

Un **sinistre** ne met pas fin au contrat d'assurance.

4. RÈGLES D'APPLICATION DU CONTRAT D'ASSURANCE LORSQU'IL Y A PLUSIEURS VÉHICULES DÉSIGNÉS

S'il y a plusieurs **véhicules désignés**, le contrat d'assurance est réputé s'appliquer à chacun de ces véhicules comme si un contrat distinct avait été conclu pour chacun d'eux.

5. INFORMATIONS À DÉCLARER À L'ASSUREUR

5.1 Déclaration initiale du risque

Le **preneur**, et la personne assurée si l'**assureur** le demande, doivent déclarer à l'**assureur** les circonstances qu'ils connaissent et qui sont de nature à influencer de façon importante un assureur dans :

- son analyse du risque;
- sa décision d'accepter ou non le risque; ou
- l'établissement de la **prime d'assurance**.

Par contre, le **preneur** et la personne assurée n'ont pas à déclarer les circonstances que l'**assureur** connaît déjà ou qu'il est présumé connaître en raison de leur notoriété, sauf si l'**assureur** pose des questions à ce sujet.

5.2 Aggravation du risque

5.2.1 Obligation de la personne assurée

La personne assurée doit déclarer sans tarder à l'**assureur** les circonstances qui aggravent les risques spécifiés dans le contrat d'assurance.

Les circonstances à déclarer doivent résulter des faits et gestes de la personne assurée. Elles doivent aussi être de nature à influencer de façon importante un assureur dans :

- son analyse du risque;
- sa décision de maintenir le contrat d'assurance ou d'y mettre fin; ou
- l'établissement de la **prime d'assurance**.

5.2.2 Droits de l'assureur

L'**assureur** qui est informé de nouvelles circonstances peut :

- proposer à l'**assuré désigné**, par écrit, une nouvelle **prime d'assurance**. L'**assuré désigné** doit alors accepter et payer la nouvelle **prime d'assurance** dans les 30 jours de la proposition qui lui est faite. S'il ne le fait pas, le contrat d'assurance prend fin; ou
- résilier le contrat d'assurance en respectant les conditions énoncées à l'article 3 de la section « *Prise d'effet, renouvellement et expiration du contrat d'assurance* ».

Par contre, si l'**assureur** continue d'accepter le paiement de la **prime d'assurance** ou s'il paie une indemnité après un **sinistre**, il est réputé avoir accepté les nouvelles circonstances qui lui ont été déclarées.

5.3 Conséquences en cas de fausses déclarations ou d'informations non déclarées

5.3.1 Conséquences d'application au chapitre A

A. Annulation du chapitre A

À tout moment, l'**assureur** peut demander l'annulation du chapitre A si :

- a) le **preneur** ou une personne assurée :
 - a fait une fausse déclaration sur les informations à déclarer aux paragraphes 5.1 et 5.2 de la présente section; ou
 - n'a volontairement pas déclaré une information visée aux paragraphes 5.1 et 5.2 de la présente section (appelée une « réticence »);

et

- b) cette fausse déclaration ou cette réticence est de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans sa décision d'accepter le risque.

B. Réduction de l'indemnité à la suite d'un sinistre

Si, à la suite d'un **sinistre**, l'**assureur** ne réussit pas à démontrer que la fausse déclaration ou la réticence était de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans sa décision d'accepter le risque, il devra payer une partie de l'indemnité.

L'indemnité est calculée en proportion de la **prime d'assurance** établie par l'**assureur** avant qu'il prenne connaissance de la fausse déclaration ou de la réticence, divisée par la **prime d'assurance** qu'il aurait fixée si le **preneur** ou la personne assurée lui avait fourni les informations qu'il devait déclarer.

5.3.2 Conséquences d'application au chapitre B

A. Annulation du chapitre B

À tout moment, l'**assureur** peut demander l'annulation du chapitre B si :

- a) le **preneur** ou une personne assurée :
 - a fait une fausse déclaration sur les informations à déclarer aux paragraphes 5.1 et 5.2 de la présente section; ou
 - n'a volontairement pas déclaré une information visée aux paragraphes 5.1 et 5.2 de la présente section (appelée une « réticence »);

et

- b) cette fausse déclaration ou cette réticence est de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans sa décision d'accepter le risque.

À la suite d'un **sinistre**, l'**assureur** peut demander l'annulation du chapitre B même si le **sinistre** découle d'un risque qui n'a pas été dénaturé par la fausse déclaration ou la réticence.

B. Réduction de l'indemnité à la suite d'un sinistre

À la suite d'un sinistre, malgré toute fausse déclaration ou réticence, l'**assureur** devra payer une partie de l'indemnité s'il ne réussit pas à démontrer :

- la mauvaise foi de l'**assuré désigné** ou du **preneur**; ou
- qu'il n'aurait pas accepté le risque s'il avait été informé des vraies circonstances.

L'indemnité est calculée en proportion de la **prime d'assurance** établie par l'**assureur** avant qu'il prenne connaissance de la fausse déclaration ou de la réticence, divisée par la **prime d'assurance** qu'il aurait fixée si le **preneur** ou la personne assurée lui avait fourni les informations qu'il devait déclarer.

6. NON-RESPECT D'UN ENGAGEMENT FORMEL

En cas de non-respect d'un engagement formel qui aggrave le risque, la garantie qui couvre le risque visé par l'engagement formel est suspendue.

La suspension prend fin lorsque :

- une personne assurée respecte de nouveau son engagement formel; ou
- l'**assureur** donne son consentement.

Les engagements formels peuvent, entre autres, se retrouver :

- à la section « *Conditions particulières* »;
- dans les **avenants**.

7. USAGES INTERDITS D'UN VÉHICULE ASSURÉ

Les personnes assurées ne doivent pas conduire le véhicule assuré, ni le faire fonctionner, dans les situations suivantes :

- a) Les personnes assurées :
 - n'ont pas au moins 16 ans ou l'âge légal pour conduire; et
 - ne sont pas autorisées à conduire selon la loi, ou aptes à conduire ou à faire fonctionner le véhicule.
- b) Pour faire du transport ou du commerce illégalement.
- c) Pour participer à une course ou à une épreuve de vitesse.

Les personnes assurées ne doivent pas non plus permettre à toute **autre personne** de faire usage du véhicule assuré dans ces situations.

8. EXAMEN DES VÉHICULES ASSURÉS

À tout moment raisonnable, l'**assureur** a le droit d'examiner les véhicules assurés ou leurs équipements et leurs accessoires.

9. ENVOI DES AVIS PAR L'ASSUREUR ET L'ASSURÉ DÉSIGNÉ

Les avis destinés à l'**assureur** peuvent être envoyés à l'**assureur**, ou à son représentant autorisé, par tout moyen de communication reconnu.

Les avis destinés à l'**assuré désigné** peuvent lui être remis en mains propres ou lui être envoyés par courrier à sa dernière adresse connue.

DÉCLARER UN SINISTRE ET FAIRE UNE RÉCLAMATION

1. QUOI FAIRE LORS D'UN SINISTRE

1.1 Déclarer certaines informations à l'assureur

1.1.1 Déclarer le sinistre

Dès qu'une personne assurée a connaissance d'un **sinistre** qui pourrait être couvert par le contrat d'assurance, elle doit en informer l'**assureur**.

Toutes les personnes intéressées peuvent aussi en informer l'**assureur**.

Si cette obligation de déclarer le **sinistre** n'est pas respectée et que l'**assureur** en subit un préjudice, la personne assurée perd son droit à l'indemnisation.

1.1.2 Déclarer certaines autres informations

Lorsque l'**assureur** le demande, la personne assurée doit l'informer le plus tôt possible de toutes les circonstances relatives au **sinistre**, y compris :

- la cause probable du **sinistre**;
- la nature et l'étendue des **dommages**;
- l'endroit où se trouve le véhicule assuré ou tout autre bien;
- les droits de toute **autre personne**;
- les autres contrats d'assurance qui peuvent s'appliquer.

La personne assurée doit aussi remettre à l'**assureur** les pièces justificatives qui permettent de prouver ces informations. Elle doit affirmer sous serment que toutes les informations fournies sont véridiques.

Si, pour un motif sérieux, la personne assurée ne peut pas respecter ces obligations le plus tôt possible, elle a droit à un délai raisonnable pour le faire.

Si la personne assurée ne respecte pas ces obligations, toute personne intéressée peut le faire à sa place.

La personne assurée doit aussi remettre à l'**assureur**, dans les meilleurs délais, une copie de tous les documents qu'elle reçoit concernant une réclamation, y compris :

- les avis;
- les lettres;
- les assignations et tout autre acte de procédure.

1.1.3 Conséquences en cas de déclarations mensongères

La personne qui fait une déclaration mensongère relative au **sinistre** perd son droit à l'indemnisation. Elle perd ce droit uniquement pour les **dommages** causés par la réalisation du risque auquel se rattache la déclaration mensongère.

Par contre, si la réalisation de ce risque a causé des **dommages** tant à des biens à usage professionnel qu'à des biens à usage personnel, cette personne perd son droit à l'indemnisation uniquement pour les **dommages** causés à la catégorie de biens à laquelle se rattache la déclaration mensongère.

1.2 Respecter certaines obligations relatives au véhicule assuré

1.2.1 Ne pas abandonner le véhicule assuré

La personne assurée ne doit pas abandonner le véhicule assuré ou tout autre bien endommagé, sans le consentement de l'**assureur**.

1.2.2 Faciliter le sauvetage du véhicule assuré et les vérifications de l'assureur

La personne assurée doit faciliter le sauvetage du véhicule assuré et de tout autre bien assuré.

Elle doit aussi faciliter les vérifications de l'**assureur**. Elle doit, entre autres, permettre à l'**assureur** et à ses représentants de visiter tout lieu et d'examiner le véhicule assuré ou ses équipements et accessoires.

1.2.3 Protéger le véhicule assuré

La personne assurée doit se charger de protéger le véhicule assuré contre tout danger de perte ou de **dommage** supplémentaire, dans la mesure du possible et aux frais de l'**assureur**.

Si elle ne respecte pas cette obligation, tout **dommage** qui en découle, dans quelque mesure que ce soit, sera à ses frais.

1.2.4 Ne pas réparer le véhicule assuré ni enlever des éléments

Tant que l'**assureur** n'a pas examiné le véhicule assuré dans un délai raisonnable, comme prévu à l'article 8 de la section « *Conditions générales* » :

- aucune réparation ne doit être faite au véhicule; et
- aucun élément utile à l'évaluation des **dommages** ne doit être enlevé du véhicule.

Par contre, ces actions peuvent être posées dans l'une des situations suivantes :

- si elles sont nécessaires pour protéger le véhicule assuré;
- si l'**assureur** donne son consentement par écrit.

1.3 Ne pas se prononcer sur sa responsabilité et ne pas régler la réclamation

Sauf à ses propres frais, la personne assurée, à la suite d'un **sinistre** :

- ne doit pas se prononcer sur sa responsabilité; et
- ne doit pas régler ou tenter de régler une réclamation.

Si une personne assurée conclut une entente par rapport au **sinistre** (appelée une « transaction ») et ce, sans le consentement de l'**assureur**, l'**assureur** n'est pas lié par cette entente.

1.4 Collaborer avec l'assureur

La personne assurée doit collaborer avec l'**assureur** dans le traitement de toute réclamation.

2. COMMENT SE DÉTERMINE LA VALEUR DES DOMMAGES

La valeur des **dommages** payable par l'**assureur** ne peut pas dépasser la « valeur au jour du sinistre » du véhicule assuré.

Lorsque l'**assuré désigné** a été indemnisé, l'**assureur** a le droit de récupérer le bien ou la partie du bien endommagé.

2.1 Valeur des dommages payable par l'assureur pour la réparation du véhicule assuré

La valeur des **dommages** est déterminée, entre autres, selon le prix des matériaux au jour du **sinistre**.

Les matériaux utilisés pour la réparation du véhicule assuré, ou pour le remplacement de pièces endommagées, doivent être de même nature et de même qualité, en tenant compte de la dépréciation de quelque nature qu'elle soit.

2.1.1 Précisions pour les pièces de carrosserie

Dans les cas suivants, l'**assureur** détermine le prix des matériaux sur la base des pièces d'origine du fabricant :

- le véhicule est âgé de moins de 2 ans ou il a moins de 40 000 km;
- le véhicule est un véhicule à usage commercial âgé de moins d'un an.

Dans les autres cas, l'**assureur** peut se baser sur le prix de pièces similaires de carrosserie. Par contre, l'**assuré désigné** peut demander des pièces d'origine du fabricant si elles sont disponibles. Il doit en informer l'**assureur** au moment où il déclare le **sinistre**. L'**assureur** précisera alors les conditions applicables et les coûts supplémentaires que l'**assuré désigné** devra payer.

2.1.2 Pièces non disponibles ou qui ne sont plus fabriquées

Si parmi les matériaux nécessaires à la réparation du véhicule, certaines pièces de rechange ne sont pas disponibles ou ne sont plus fabriquées, l'**assureur** n'est tenu qu'au dernier prix courant des pièces d'origine du fabricant.

L'**assureur** peut aussi tenir compte de la dépréciation de quelque nature qu'elle soit.

2.2 Valeur des dommages payable par l'assureur pour le véhicule assuré qui est une perte totale

Lorsque le véhicule assuré est une perte totale ou que la perte est réputée totale, la valeur des **dommages** équivaut à la « valeur au jour du sinistre » du véhicule assuré.

Malgré la perte totale ou réputée totale, l'**assuré désigné** peut demander que le véhicule soit remis dans l'état où il était au jour du sinistre.

L'**assuré désigné** doit remettre à l'assureur les pièces justificatives qui permettent de démontrer l'état de son véhicule au jour du **sinistre**.

Dans un tel cas, l'**assureur** doit accepter cette demande s'il juge que les coûts sont raisonnables pour remettre le véhicule dans l'état où il était au jour du **sinistre**.

2.3 Cas où l'assureur peut décider de faire réparer, reconstruire ou remplacer le bien endommagé

S'il n'y a pas d'arbitrage, et sous réserve des droits des créanciers prioritaires et hypothécaires, l'**assureur** peut décider de réparer, reconstruire ou remplacer le bien endommagé avec d'autres biens de même nature et de même qualité, et ce, au lieu de payer une indemnité en argent.

Avant de procéder à la réparation, à la reconstruction ou au remplacement du bien, l'**assureur** doit en informer l'**assuré désigné** par écrit dans les 7 jours où il reçoit la demande d'indemnité.

De plus, la réparation, la reconstruction ou le remplacement doit être fait dans un délai raisonnable.

3. DROIT DE L'ASSUREUR APRÈS AVOIR PAYÉ UNE INDEMNITÉ (*DROIT DE SUBROGATION*)

3.1 Règle générale

Après avoir payé une indemnité, l'**assureur** est subrogé dans les droits de la personne assurée contre la personne responsable des **dommages**. Cela signifie que les droits de la personne assurée sont transférés à l'**assureur**.

Cette subrogation s'opère jusqu'à concurrence de l'indemnité que l'**assureur** a payée.

Si l'**assureur** ne peut pas exercer son droit de subrogation du fait de la personne assurée, l'**assureur** peut être libéré de ses obligations envers la personne assurée, en partie ou en totalité.

3.2 Exceptions

Dans les deux cas suivants, l'**assureur** ne peut pas demander à la personne responsable des **dommages** de lui rembourser l'indemnité qu'il a payée :

- a) Lorsque cette personne fait partie de la maison de la personne assurée.
- b) Pour le chapitre B seulement, lorsque cette personne avait un pouvoir de direction ou de gestion sur le véhicule assuré ou en avait la garde, avec le consentement de l'**assuré désigné**. Cette dernière exception ne s'applique pas si cette personne :
 - exerçait une **activité professionnelle de garagiste** au moment du **sinistre**; ou

- n'a pas respecté le contrat d'assurance.

4. ARBITRAGE EN CAS DE DÉSACCORD ENTRE L'ASSURÉ DÉSIGNÉ ET L'ASSUREUR

4.1 Faire une demande d'arbitrage

L'**assuré désigné** ou l'**assureur** peuvent faire une demande d'arbitrage s'ils ne sont pas d'accord sur les questions suivantes :

- la nature, l'étendue ou la valeur des **dommages**;
- si la réparation ou le remplacement est suffisant.

Cette demande d'arbitrage peut être faite même si la validité du contrat d'assurance est contestée.

4.1.1 Demande faite par l'assuré désigné

L'**assuré désigné** doit envoyer un avis écrit à l'**assureur** et y préciser la raison du désaccord.

L'**assureur** doit accepter la demande d'arbitrage faite par l'**assuré désigné** et lui envoyer un accusé de réception dans les 15 jours francs où il reçoit l'avis.

4.1.2 Demande faite par l'assureur

L'**assureur** doit envoyer un avis écrit à l'**assuré désigné** qui précise la raison du désaccord.

L'**assuré désigné** doit confirmer à l'**assureur** son acceptation ou son refus de soumettre le désaccord à l'arbitrage dans les 15 jours francs où il reçoit l'avis.

4.2 Choisir les experts et l'arbitre

L'**assureur** et l'**assuré désigné** doivent chacun choisir un expert.

Selon la nature du désaccord, les deux experts choisis doivent :

- déterminer la nature, l'étendue et la valeur des **dommages**. Pour ce faire, ils doivent évaluer séparément la « valeur au jour du sinistre » et le coût de réparation ou de remplacement; ou
- évaluer si la réparation ou le remplacement est suffisant.

Si les évaluations des experts sont différentes, ils doivent tenter de s'entendre sur une valeur commune.

S'ils n'y arrivent pas, ils doivent soumettre leur différend à un arbitre neutre qu'ils choisissent, c'est-à-dire un arbitre qui ne représente ni les intérêts de l'**assureur** ni les intérêts de l'**assuré désigné**.

Dans les cas suivants, l'**assureur** ou l'**assuré désigné** doit demander à un tribunal compétent à l'endroit de l'arbitrage de nommer les experts ou l'arbitre :

- l'**assureur** ou l'**assuré désigné** n'a pas choisi son expert dans les 30 jours francs de la date de l'avis;
- les experts n'ont pas choisi un arbitre dans les 15 jours francs de leur nomination;
- l'un des experts ou l'arbitre refuse de faire l'arbitrage ou n'est pas disponible.

4.3 Valeur des dommages payable par l'assureur

Même s'il y a un arbitrage, l'**assureur** doit payer la partie de la valeur des **dommages** qui n'est pas contestée. Ce paiement doit être fait au plus tard :

- dans les 60 jours où le **sinistre** a été déclaré; ou
- dans les 60 jours où l'**assureur** a reçu les informations ou les pièces justificatives qu'il a exigées.

Par contre, si la validité ou l'application du contrat d'assurance est contestée, l'**assureur** n'a pas à payer ce montant dans ces délais.

À la suite de l'arbitrage, l'**assureur** doit payer le montant fixé par l'arbitre dans les 15 jours à compter du moment où l'**assuré désigné** a accepté la décision de l'arbitre.

4.4 Déroulement de l'arbitrage

L'arbitrage doit se dérouler selon les articles 940 à 951.2 du *Code de procédure civile* du Québec, en tenant compte des adaptations nécessaires en raison des règles particulières prévues au contrat d'assurance.

Comme le prévoit l'article 944.1 du *Code de procédure civile* du Québec, l'arbitre peut décider quelle procédure il appliquera lors de l'arbitrage. Il doit malgré tout s'assurer de respecter les règles prévues aux articles 940 à 951.2 du *Code de procédure civile* du Québec.

4.5 Choix de la langue

L'arbitre, l'**assureur** et l'**assuré désigné** peuvent utiliser la langue de leur choix pendant l'arbitrage. Des mesures doivent être prises pour assurer la compréhension de tous.

4.6 Endroit où se déroule l'arbitrage

Le lieu de l'arbitrage est déterminé en fonction du domicile de l'**assuré désigné**.

4.7 Décision de l'arbitre

L'arbitre rend une décision en se basant sur les lois applicables au Québec.

Sa décision doit être écrite et motivée. Elle doit aussi être signée et inclure la date et le lieu où elle a été rendue.

La décision doit être envoyée à l'**assureur** et à l'**assuré désigné** dans les 30 jours de la date où elle a été rendue.

4.8 Frais et honoraires de l'arbitrage

L'**assureur** et l'**assuré désigné** paient les frais et les honoraires de leur propre expert et la moitié des frais et honoraires de l'arbitrage.

Par contre, si l'arbitre considère que la façon de partager les frais et les honoraires de l'arbitrage n'est pas justifiée ou équitable dans les circonstances, il peut en décider autrement.

5. MAINTIEN DES DROITS DE L'ASSURÉ DÉSIGNÉ ET DE L'ASSUREUR

Les actes posés par l'**assuré désigné** ou l'**assureur** ne sont pas considérés comme une renonciation aux droits que leur donne le contrat d'assurance s'ils sont posés dans le cadre:

- d'une enquête sur un **sinistre**;
- d'un règlement de **sinistre**;
- d'un arbitrage;
- d'une demande d'indemnité.

6. DÉLAI POUR ENTREPRENDRE UNE ACTION DÉCOULANT DU CONTRAT D'ASSURANCE (*DÉLAI DE PRESCRIPTION*)

Une action qui découle du contrat d'assurance, incluant toute action en justice, doit être exercée dans les 3 ans à partir du moment où le droit d'action a commencé à exister.

PRISE D'EFFET, RENOUELEMENT ET EXPIRATION DU CONTRAT D'ASSURANCE

1. PRISE D'EFFET ET EXPIRATION DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le contrat d'assurance prend effet et expire aux dates et à l'heure écrites à l'article 2 de la section « *Conditions particulières* » ou, selon le cas, dans les **avenants**.

2. RENOUELEMENT DU CONTRAT D'ASSURANCE

À sa date d'expiration, le contrat d'assurance se renouvelle automatiquement, à moins d'un avis contraire de l'**assuré désigné** ou de l'**assureur**.

Il se renouvelle pour la même **prime d'assurance** et la même durée, à moins d'un avis contraire de l'**assuré désigné** ou de l'**assureur**.

L'avis envoyé par l'**assureur** peut être un avis de non-renouvellement ou un avis pour modifier la **prime d'assurance**. Cet avis doit être adressé à l'**assuré désigné** au plus tard 30 jours avant la date d'expiration du contrat d'assurance, à sa dernière adresse connue.

Si l'**assuré désigné** utilise les services d'un courtier en assurance, l'avis de l'**assureur** doit être remis au courtier en assurance, qui doit ensuite le remettre à l'**assuré désigné**.

3. RÉSILIATION DU CONTRAT D'ASSURANCE (*METTRE FIN AU CONTRAT D'ASSURANCE*)

3.1 Résiliation par l'assuré désigné

3.1.1. Conditions à respecter

À tout moment, l'**assuré désigné** peut résilier le contrat d'assurance en envoyant un avis écrit à l'**assureur**.

Les **assurés désignés** peuvent mandater un ou plusieurs d'entre eux pour envoyer un avis en leur nom à tous.

La résiliation prend effet dès que l'**assureur** reçoit l'avis de chacun des **assurés désignés** ou de leur mandataire.

3.1.2 Remboursement de la prime d'assurance

Si le contrat d'assurance est résilié par l'**assuré désigné**, l'**assureur** doit lui rembourser la partie de la **prime d'assurance** payée en trop, telle que calculée selon le « *Tableau de résiliation* ». Ce « *Tableau de résiliation* » fait partie du contrat d'assurance.

Par contre, si la **prime d'assurance** a été payée à l'**assureur** par le courtier en assurance, l'**assuré désigné** peut être remboursé uniquement pour ce qu'il a effectivement payé ou remboursé au courtier en assurance.

3.2 Résiliation par l'assureur

3.2.1 Conditions à respecter

A. Résiliation faite dans les 60 jours

L'**assureur** peut résilier le contrat d'assurance dans les 60 jours de la prise d'effet du contrat d'assurance.

Il doit envoyer un avis écrit à chacun des **assurés désignés** ou à leur mandataire.

La résiliation prend effet 15 jours après la réception de l'avis par chacun des **assurés désignés** ou par leur mandataire, à leur dernière adresse connue.

B. Résiliation faite après 60 jours

Plus de 60 jours après la prise d'effet du contrat d'assurance, l'**assureur** peut résilier le contrat d'assurance uniquement dans l'une des situations suivantes :

- il y a eu une aggravation des risques de nature à influencer sensiblement un **assureur** raisonnable dans sa décision de maintenir le contrat d'assurance;
- la **prime d'assurance** n'a pas été payée.

L'**assureur** doit alors envoyer un avis écrit à chacun des **assurés désignés** ou à leur mandataire.

La résiliation prend effet, selon le cas :

- 30 jours après la réception de l'avis par chacun des **assurés désignés** ou par leur mandataire, à leur dernière adresse connue;
- 15 jours après la réception de l'avis par chacun des **assurés désignés** ou par leur mandataire, à leur dernière adresse connue, si le **véhicule désigné** est un véhicule visé par le titre VIII.I du *Code de la sécurité routière* et qu'il n'est pas un autobus scolaire.

3.2.2 Remboursement de la prime d'assurance

Si l'**assureur** résilie le contrat d'assurance, il n'a droit qu'à la partie de la **prime d'assurance** équivalente au nombre de jours pendant lesquels l'**assuré désigné** a effectivement bénéficié du contrat d'assurance.

Si l'**assuré désigné** a payé la **prime d'assurance** à l'avance, l'**assureur** doit lui rembourser ce qui a été payé en trop. Par contre, si la **prime d'assurance** a été payée à l'**assureur** par le courtier en assurance, l'**assuré désigné** peut être remboursé uniquement pour ce qu'il a effectivement payé ou remboursé au courtier en assurance.

TABLEAU DE RÉSILIATION

DÉFINITIONS

Sauf si le contexte indique un sens différent, les définitions ci-dessous s'appliquent aux mots et aux expressions en caractère gras dans le contrat d'assurance. À noter qu'en raison du contexte, un mot défini ou une expression définie peut ne pas être en caractère gras dans le contrat d'assurance; dans un tel cas, ils sont utilisés dans leur sens ordinaire et la définition ne s'y applique pas.

Certaines des définitions sont une version simplifiée de celles déjà prévues dans les lois suivantes :

- le *Code civil du Québec*;
- le *Code de procédure civile* du Québec;
- la *Loi sur l'assurance automobile*; et
- la *Loi sur les véhicules hors route*.

En cas d'ambiguïté ou de divergence, c'est le texte de ces lois qui a priorité.

ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DE GARAGISTE : entre autres, toute activité professionnelle relative à la garde, la vente, l'équipement, la réparation, l'entretien et le remisage de **véhicules automobiles**, ainsi qu'au stationnement, au déplacement et au contrôle du bon fonctionnement de ces véhicules.

ASSURÉ DÉSIGNÉ : toute personne nommée à l'article 1 de la section « *Conditions particulières* ».

ASSUREUR : l'assureur du présent contrat d'assurance.

AUTRE PERSONNE : toute personne qui n'est pas une « personne assurée » au contrat d'assurance.

AVENANT : document qui modifie le contrat d'assurance. Il est officiellement appelé « Formulaire d'avenant du Québec » ou « F.A.Q. ».

CONJOINT : celui ou celle qui, au moment du **sinistre** :

- a) est marié et cohabite avec la personne à qui il est marié;
- b) n'est pas marié, mais vit maritalement et cohabite avec une personne de sexe différent ou de même sexe. Cette personne doit aussi être publiquement représentée comme son conjoint. Ces conditions doivent exister depuis au moins trois ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an :
 - un enfant est né ou est à naître de leur union;
 - ils ont adopté ensemble un enfant;
 - l'un a adopté un enfant de l'autre.

DOMMAGE :

- Au chapitre A, « **dommage** » fait référence aux **dommages matériels** et aux **dommages corporels**.
- Au chapitre B, « **dommage** » fait référence seulement aux **dommages matériels**.

DOMMAGE CORPOREL : tout **dommage** de nature physique ou psychique, y compris le décès.

DOMMAGE MATÉRIEL : tout **dommage** causé à un **véhicule automobile** ou à un autre bien, y compris leur disparition.

FRANCHISE : montant laissé à la charge de l'**assuré désigné**.

MONTANT D'ASSURANCE : montant maximum payable par l'**assureur**, écrit à l'article 4 de la section « *Conditions particulières* » ou dans un **avenant**.

PRENEUR : personne qui soumet une demande à l'**assureur** pour conclure un contrat d'assurance. Cette demande (appelée une « proposition d'assurance ») peut être faite pour le preneur lui-même ou pour une autre personne. Le preneur n'est pas nécessairement l'**assuré désigné**.

PRIME D'ASSURANCE : montant payable à l'**assureur** en échange des garanties accordées par le contrat d'assurance.

PROPRIÉTAIRE : personne qui acquiert un **véhicule automobile** ou qui le possède en vertu de l'un des documents suivants :

- un document qui confirme son statut de propriétaire du véhicule (appelé un « titre de propriété »);
- un document qui lui donne le droit de devenir propriétaire du véhicule à certaines conditions ou à un certain moment;
- un document qui lui donne le droit de bénéficier du véhicule comme s'il en était propriétaire, pendant un certain temps seulement;
- un contrat de location d'une durée d'au moins un an.

REMORQUE OU SEMI-REMORQUE DONT L'ASSURÉ DÉSIGNÉ EST PROPRIÉTAIRE : toute remorque ou toute semi-remorque dont l'**assuré désigné** est **propriétaire** et qui n'est pas désignée à l'article 3 de la section « *Conditions particulières* », si :

- a) la remorque ou la semi-remorque n'est pas conçue ni utilisée pour le transport de personnes, ni à des fins de démonstration, de vente, de bureau ou d'habitation; et
- b) la remorque ou la semi-remorque est attelée à un **véhicule automobile utilisé à des fins personnelles** qui est assuré, ou n'est pas attelée à un tel véhicule à la condition qu'elle le soit habituellement.

RISQUE NUCLÉAIRE : risque découlant de la nature dangereuse de substances :

- qui ont des propriétés radioactives, toxiques ou explosives; et
- qui sont désignées dans la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaire* ou ses règlements.

SINISTRE : un risque qui se réalise et qui cause un **dommage**.

VÉHICULE AUTOMOBILE : tout véhicule qui est mis en mouvement par un pouvoir autre que la force musculaire et qui est adapté au transport sur les chemins publics, mais non sur les rails.

VÉHICULE AUTOMOBILE UTILISÉ À DES FINS PERSONNELLES : inclut, entre autres, tout **véhicule automobile** de type utilitaire lorsqu'il est utilisé à des fins personnelles et que son poids total en charge ne dépasse pas 4 500 kg (10 000 lb).

VÉHICULE DE REMPLACEMENT TEMPORAIRE : tout **véhicule automobile** utilisé de façon temporaire en remplacement d'un **véhicule désigné**, si les conditions suivantes sont respectées :

- le **véhicule désigné** est inutilisable pour l'une des raisons suivantes : panne, réparation, entretien, perte, destruction, vente ou contrôle du bon fonctionnement; et
- ni l'**assuré désigné** ni toute personne qui a le même domicile que lui n'est **propriétaire** du véhicule de remplacement temporaire.

VÉHICULE DÉSIGNÉ : tout **véhicule automobile**, toute remorque ou toute semi-remorque décrit à l'article 3 de la section « *Conditions particulières* » ou inclus dans une désignation générale de cet article.

VÉHICULE DONT L'ASSURÉ DÉSIGNÉ EST NOUVELLEMENT PROPRIÉTAIRE : tout **véhicule automobile**, toute remorque ou toute semi-remorque dont l'**assuré désigné** est nouvellement **propriétaire**, si les conditions suivantes sont respectées :

- a) Dans les 14 jours de la prise de possession du véhicule, l'**assuré désigné** informe l'**assureur** qu'il en est le **propriétaire**.
- b) Le véhicule remplace ou s'ajoute à un ou plusieurs **véhicules désignés**. Si le véhicule s'ajoute à un ou plusieurs **véhicules désignés** :
 - l'**assuré désigné** ne doit posséder aucune autre assurance spécifique pour ce véhicule à la date du **sinistre**; et
 - l'**assureur** doit assurer tous les autres véhicules dont l'**assuré désigné** est **propriétaire** à la date de la prise de possession du véhicule.
- c) L'**assuré désigné** s'engage à payer la **prime d'assurance** additionnelle exigée par l'**assureur**.

Si l'**assuré désigné** exerce une activité professionnelle de vente de **véhicules automobiles**, les **véhicules automobiles** qu'il acquiert aux fins de son activité ne sont pas considérés comme des « **véhicules dont l'assuré désigné est nouvellement propriétaire** ».

VÉHICULE DONT L'ASSURÉ DÉSIGNÉ N'EST PAS PROPRIÉTAIRE : tout **véhicule automobile** dont l'**assuré désigné** n'est pas **propriétaire**, si les conditions énoncées ci-dessous sont respectées. Ces conditions sont différentes si l'**assuré désigné** est un individu ou une personne morale, une société ou une association.

- a) Si l'**assuré désigné est un individu** : au moment du **sinistre**, le conducteur doit être l'**assuré désigné** ou son **conjoint**.

Par contre, dans les quatre cas d'exception énumérés ci-dessous, le véhicule est considéré comme un véhicule assuré seulement s'il est conduit par le **propriétaire** d'un **véhicule désigné**. De plus, seul le **propriétaire** sera couvert, et ce, pour un **montant d'assurance** réduit (*voir les paragraphes 6.7 et 6.8 du chapitre A*) :

1. Au moment du **sinistre**, le véhicule est conduit dans le cadre d'une **activité professionnelle de garagiste**.
2. Le **propriétaire** du véhicule est une personne qui a le même domicile que l'**assuré désigné**.
3. Le véhicule est fourni par l'employeur de l'**assuré désigné** ou par l'employeur d'une personne qui a le même domicile que lui.
4. Le véhicule est affecté, à l'extérieur du Québec :
 - à l'usage de taxi, d'autobus, d'autocar; ou
 - à la livraison commerciale.

- b) Si l'**assuré désigné est une personne morale, une société ou une association** :

1. Au moment du **sinistre**, le véhicule doit être conduit par l'un des conducteurs suivants ou par leur **conjoint** :
 - un employé de l'**assuré désigné**;
 - un actionnaire de l'**assuré désigné**;
 - un membre de l'**assuré désigné**;
 - un associé de l'**assuré désigné**.
2. Ces conducteurs doivent habituellement faire usage du **véhicule désigné**.

3. Ces conducteurs ou leur **conjoint** ne doivent pas être **propriétaires** d'un **véhicule automobile**.
4. Au moment du **sinistre**, le véhicule n'est pas conduit dans le cadre d'une **activité professionnelle de garagiste**.
5. Le véhicule ne doit pas être affecté, à l'extérieur du Québec :
 - à l'usage de taxi, d'autobus, d'autocar; ou
 - à la livraison commerciale.
6. Ni l'**assuré désigné**, ni l'employé de l'**assuré désigné**, ni les personnes suivantes ne doivent être **propriétaires** du véhicule ou en possession du véhicule en vertu d'un contrat écrit similaire à une hypothèque, une vente conditionnelle ou un contrat de location :
 - un actionnaire, membre ou associé de l'**assuré désigné**;
 - une personne qui a le même domicile que l'**assuré désigné** ou que l'employé, l'actionnaire, le membre ou l'associé de l'**assuré désigné**.

Cette 6^e condition ne s'applique pas en cas de location pour un usage qui n'est pas habituel ou fréquent.

**QUEBEC AUTOMOBILE INSURANCE
POLICY FORM**

(Q.P.F.)

No. 1
Owners' Form

(La version française de ce document précède
la version anglaise.)

Table of contents

INTRODUCTION	3
1. DOCUMENTS INCLUDED IN INSURANCE CONTRACT	3
2. OBLIGATION TO INFORM INSURER	3
DECLARATIONS	4
SECTION A: COVERAGE FOR CIVIL LIABILITY ARISING FROM PROPERTY DAMAGE AND BODILY INJURY CAUSED TO ANOTHER PERSON (MANDATORY INSURANCE)	6
1. INSURED PERSONS	6
2. INSURED VEHICLES	6
3. PRINCIPAL COVERAGE	6
3.1 <i>Description of principal coverage</i>	6
3.2 <i>Clarification concerning damage</i>	7
4. ADDITIONAL COVERAGES	7
4.1 <i>Protection and defence of insured persons' interests</i>	7
4.2 <i>Bearing certain costs related to legal action</i>	7
4.3 <i>Reimbursement of medical treatment</i>	8
4.4 <i>Bearing costs claimed by municipality</i>	8
5. EXCLUSIONS	8
6. INDEMNITY PAYABLE BY INSURER.....	8
6.1 <i>General rule</i>	8
6.2 <i>Adjustment of amount of insurance by law</i>	9
6.3 <i>Cases where insured persons must refund indemnity</i>	9
6.4 <i>Limitation of amount of insurance for nuclear hazard</i>	9
6.5 <i>Specific rules for vehicle of which the named insured has recently become the owner</i>	9
6.6 <i>Specific rules for temporary replacement vehicle</i>	9
6.7 <i>Specific rules for vehicle of which named insured is not the owner</i>	10
6.8 <i>Specific rules for trailers or semi-trailers attached to a motor vehicle</i>	10
6.9 <i>Specific rules for insured vehicle in custody of a person engaged in a garage business</i>	10
7. REPRESENTATION MANDATE	11
SECTION B: COVERAGE FOR DAMAGE TO INSURED VEHICLES (OPTIONAL INSURANCE)	11
1. INSURED PERSON	11
2. INSURED VEHICLES	11
3. PRINCIPAL COVERAGE.....	11
3.1 <i>Description of principal coverage</i>	11
3.2 <i>Description of protections</i>	12
4. ADDITIONAL COVERAGES	13
4.1 <i>Travel expenses due to theft of insured vehicle</i>	13
4.2 <i>Bearing costs claimed by municipality</i>	13
4.3 <i>Bearing other costs</i>	13
5. COVERAGE FOR TEMPORARY REPLACEMENT VEHICLES.....	14
6. EXCLUSIONS	14
7. DEDUCTIBLE PAYABLE BY NAMED INSURED.....	15
8. INDEMNITY PAYABLE BY INSURER.....	15
8.1 <i>General rule</i>	15
8.2 <i>Time of payment</i>	16
8.3 <i>Specific rules for vehicle of which the named insured has recently become the owner</i>	16

8.4	<i>Specific rules for temporary replacement vehicle</i>	16
8.5	<i>Specific rules for trailers or semi-trailers attached to a motor vehicle</i>	16
GENERAL CONDITIONS		17
1.	LAWS APPLICABLE TO INSURANCE CONTRACT	17
2.	PLACES WHERE COVERAGE APPLIES	17
3.	CONTINUATION OF COVERAGE AFTER A LOSS	17
4.	RULES PERTAINING TO APPLICATION OF INSURANCE CONTRACT WHEN THERE ARE TWO OR MORE DESCRIBED VEHICLES	17
5.	DISCLOSURE TO INSURER	17
	5.1 <i>Initial declaration of risk</i>	17
	5.2 <i>Aggravation of risk</i>	18
	5.3 <i>Consequences of misrepresentation or non-disclosure</i>	18
6.	BREACH OF WARRANTY	19
7.	PROHIBITED USE OF INSURED VEHICLE	20
8.	EXAMINATION OF INSURED VEHICLES	20
9.	NOTICE TO INSURER AND NAMED INSURED	20
REPORTING A LOSS AND SUBMITTING A CLAIM		20
1.	WHAT TO DO IN THE EVENT OF A LOSS	20
	1.1 <i>Report information to insurer</i>	20
	1.2 <i>Fulfil obligations relating to insured vehicle</i>	21
	1.3 <i>Refrain from commenting on liability and from settling claim</i>	22
	1.4 <i>Cooperate with the insurer</i>	22
2.	HOW TO CALCULATE VALUE OF DAMAGE	22
	2.1 <i>Value of damage payable by insurer for repair of insured vehicle</i>	22
	2.2 <i>Value of damage payable by insurer for insured vehicle if a total loss</i>	23
	2.3 <i>Value of damage where insurer may decide to repair, rebuild or replace damaged property</i>	23
3.	RIGHT OF INSURER AFTER PAYING AN INDEMNITY (<i>RIGHT OF SUBROGATION</i>)	24
	3.1 <i>General rule</i>	24
	3.2 <i>Exceptions</i>	24
4.	ARBITRATION IN EVENT OF DISAGREEMENT BETWEEN NAMED INSURED AND INSURER	24
	4.1 <i>Request for arbitration</i>	24
	4.2 <i>Designation of experts and arbitrator</i>	25
	4.3 <i>Value of damage payable by insurer</i>	25
	4.4 <i>Conduct of arbitration</i>	25
	4.5 <i>Choice of language</i>	26
	4.6 <i>Place of arbitration proceedings</i>	26
	4.7 <i>Arbitrator's decision</i>	26
	4.8 <i>Costs and fees of arbitration</i>	26
5.	PRESERVATION OF RIGHTS OF NAMED INSURED AND INSURER	26
6.	TIME TO START LEGAL ACTION UNDER INSURANCE CONTRACT (<i>PRESCRIPTION PERIOD</i>)	26
EFFECTIVE DATE, RENEWAL AND EXPIRY OF INSURANCE CONTRACT		27
1.	EFFECTIVE DATE AND EXPIRY OF INSURANCE CONTRACT	27
2.	RENEWAL OF INSURANCE CONTRACT	27
3.	CANCELLATION OF INSURANCE CONTRACT (<i>ENDING OF INSURANCE CONTRACT</i>)	27
	3.1 <i>Cancellation by named insured</i>	27
	3.2 <i>Cancellation by insurer</i>	28
CANCELLATION TABLE		29
DEFINITIONS		30

INTRODUCTION

The following is to provide general explanations concerning the insurance contract to make it easier to understand. These explanations must not be used to create any right or coverage.

In case of any ambiguity or discrepancy between the introduction and the laws applicable to the insurance contract, the terms of the laws will prevail.

1. DOCUMENTS INCLUDED IN INSURANCE CONTRACT

The following documents form part of the insurance contract:

- This document, i.e., the “Quebec Automobile Insurance Policy Form (Q.P.F.) No. 1 – *Owners’ Form*,” a standard document approved by the Autorité des marchés financiers.
Note that the “*Declarations*” section of this insurance policy contains information specific to the **named insured**.
- The **endorsements** listed in Item 4, “*Declarations*.”

Below is useful information to help understand the insurance contract:

- Refer to the “*Table of Contents*” to see how the insurance contract is structured and to locate specific information.
- Words and expressions in bold throughout this document and in the **endorsements** are explained in the “*Definitions*” section. Note that the **endorsements** may include their own definitions.
- The insurance contract should be read as a whole. Consequently, clauses should be interpreted as they relate to each other and considering the entire insurance contract.
- Coverages described in Section A and Section B are different and apply separately.
- Words in the singular include the plural.

2. OBLIGATION TO INFORM INSURER

Both before the contract is made and after, any and all information that may influence the risk must be reported to the **insurer**. Such information must also be reported upon renewal of the insurance contract.

In case of doubt over the obligation to report specific information, it is advisable to contact the **insurer**.

Among other information, the following must be reported:

- Any change in the use of the **described vehicle**.
- If any persons other than the **named insured** drive the **described vehicle**.
- Any automobile accident or any **loss** that occurred in the past.
- Any conviction for an offence under the *Highway Safety Code*.
- Any criminal conviction.
- Any change or addition to the **described vehicle**.
- Any change to the personal circumstances of the **named insured** or drivers.

The obligation to inform the **insurer** is detailed in Article 5, “*General conditions*.”

DECLARATIONS

ITEM 1

Name and address of the **named insured**:

The **described vehicle** is and will be mainly used, stored and parked in the town/city and province shown in Item 1. If not, the **client** or the **named insured** must so declare.

ITEM 2

Contract period:

From _____ * to _____ * exclusively.

*at 12:01 A.M. standard time at the address of the **named insured**.

ITEM 3

Particulars of the **described vehicle**:

Creditor entitled to the indemnities under Section B, to the extent of the creditor's interest:

ITEM 4

The perils covered by the insurance contract are those for which an **amount of insurance**, a **deductible** or an **insurance premium** is shown in the table below. Coverage is subject to the conditions set out in the insurance contract.

<u>COVERAGE</u>	<u>PERILS</u>	<u>AMOUNT OF INSURANCE AND DEDUCTIBLE</u>	<u>INSURANCE PREMIUM</u>
<u>Section A:</u> Civil liability	Property damage or bodily injury to another person	Amount of insurance: \$	\$
<u>Section B:</u> Damage to insured vehicles	<u>Protection 1:</u> "All perils"	Deductible per loss: \$	\$
	<u>Protection 2:</u> Collision and upset	\$	\$
	<u>Protection 3:</u> All perils other than collision or upset	\$	\$
	<u>Protection 4:</u> Specific perils	\$	\$
Endorsements:			\$
Due date for payment of insurance premiums:		Total:	\$

ITEM 5

The **named insured** is both the actual owner and the registered owner of the **described vehicle**. If not, the following information must be provided:

Actual owner:

Registered owner:

ITEM 6

Important statements for analyzing the risk:

ITEM 7

Information for the **named insured**:

Name of insurance broker or agent:

Address of insurance broker or agent:

SECTION A:
COVERAGE FOR CIVIL LIABILITY ARISING FROM PROPERTY DAMAGE AND
BODILY INJURY CAUSED TO ANOTHER PERSON
(MANDATORY INSURANCE)

1. INSURED PERSONS

The persons insured under Section A are as follows:

- the **named insured**;
- any person who drives an insured vehicle; and
- any person who uses an insured vehicle. Any person who operates a part of an insured vehicle is deemed to be using that vehicle.

The legal representatives and succession of such persons are also insured.

A person who steals or assists in stealing an insured vehicle is not insured.

2. INSURED VEHICLES

Unless the context indicates otherwise, the expression “insured vehicle” under Section A refers to the following:

- A. **Described vehicle.**
- B. **Vehicle of which the named insured has recently become the owner**, subject to the conditions set out in that definition.
- C. **Temporary replacement vehicle**, subject to the conditions set out in that definition.
- D. **Vehicle of which the named insured is not the owner**, subject to the conditions set out in that definition.
- E. **Trailer or semi-trailer of which the named insured is the owner**, subject to the conditions set out in that definition.
- F. Trailer or semi-trailer of which the **named insured** is not the **owner** and that is used with a **vehicle** insured under the insurance contract.

3. PRINCIPAL COVERAGE

3.1 Description of principal coverage

Section A covers the following risk: the financial consequences that an insured person may incur if held civilly liable for **damage** caused to **another person** by an insured vehicle.

The insured person’s civil liability must arise from the fact that he or she is the **owner** of the vehicle or was driving or using it.

3.2 Clarification concerning damage

3.2.1 Damage caused to trailers or semi-trailers of which insured persons are not the owners

When **damage** is caused to a trailer or semi-trailer of which an insured person is not the **owner** and:

- the trailer or semi-trailer is attached to a **motor vehicle used for personal purposes** and insured under this Section A; or
- it is not attached to a **motor vehicle used for personal purposes**, provided that it is usually attached to such a vehicle;

the financial consequences suffered by the insured person will be covered if the trailer or semi-trailer is not designed or used either to carry passengers or for demonstration, sales, office or dwelling purposes.

3.2.2 Damage under the Direct Compensation Agreement

When **property damage** is caused to an insured person and if the *Direct Compensation Agreement* made in accordance with the *Automobile Insurance Act* applies, this damage will be covered under Section A.

3.2.3 Damage caused to another named insured

When a **named insured** suffers **damage** caused by another **named insured**, the person who suffers the **damage** will be deemed to be **another person** and may therefore be indemnified by the **insurer** under Section A.

4. ADDITIONAL COVERAGES

When the principal coverage applies, Section A will include the following additional coverages:

4.1 Protection and defence of insured persons' interests

When a **loss** is reported, the **insurer** will protect the interests and assume the defence of the insured persons.

The **insurer** is free to act as it wishes with regard to investigation, transaction or settlement.

However, the **insurer** may not raise any legal defence prohibited to insurers where the **loss** occurred.

4.2 Bearing certain costs related to legal action

When an insured person is sued, the **insurer** will bear

- the costs and expenses arising from the lawsuit; and
- any interest on the **amount of insurance**.

4.3 Reimbursement of medical treatment

When **another person** suffers **bodily injury**, the **insurer** will reimburse expenses incurred by an insured person for immediately necessary medical treatment.

4.4 Bearing costs claimed by municipality

The **insurer** bears the costs claimed from the **named insured** by a municipality under the *Act respecting municipal taxation* and its regulations, if its fire protection service was called to prevent or fight any fire in an insured vehicle.

5. EXCLUSIONS

The following are excluded from coverage under Section A:

A. Any **bodily injury** when compensation is provided under:

- the *Automobile Insurance Act*,
- *An Act respecting industrial accidents and occupational diseases*, or
- the *Crime Victims Compensation Act*.

However, if the *Automobile Insurance Act* does not apply, coverage will be provided.

B. Any liability imposed under a worker's compensation act.

C. Any **bodily injury** caused to a person who is employed by an insured person and who is engaged in the operation or repair of an insured vehicle.

D. Any **damage** caused to a person who is engaged in a **garage business** while the insured vehicle is in the person's custody.

E. Any **loss** that occurs while the insured vehicle is:

- leased to **another person**;
- used as a taxicab, sightseeing vehicle, bus, coach or other chauffeur-driven vehicle;
- used to carry explosives;
- used to carry radioactive material for research, education, development, industrial or other related purposes.

The **insurer** may accept to insure the above situations by specifying them in "*Declarations*" or by way of an **endorsement**.

6. INDEMNITY PAYABLE BY INSURER

6.1 General rule

The indemnity payable by the **insurer** may not be greater than the **amount of insurance**, plus any expenses described under the additional coverages. This rule applies even if:

- there are more than one insured person or multiple interests;
- more than one person suffers **damage**;
- more than one insured person is civilly liable for **damage** arising from one and the same **loss**; and
- if damage differs in nature.

If more than one insured person are civilly liable for **damage** arising from one and the same **loss** and the **amount of insurance** is insufficient, the **named insured** will be given priority for coverage.

6.2 Adjustment of amount of insurance by law

If the **amount of insurance** is less than the minimum amount prescribed by the applicable laws regarding motor vehicle insurance which are in force where the **loss** occurred, the **amount of insurance** will be adjusted to comply with this minimum requirement.

6.3 Cases where insured persons must refund indemnity

If the **insurer** is required to indemnify **another person** under a legal provision regarding motor vehicle insurance and the **insurer** was not otherwise required to do so under the insurance contract, the insured persons agree to refund such indemnity to the **insurer**, upon request.

6.4 Limitation of amount of insurance for nuclear hazard

If **damage** arose out of the occurrence of a **nuclear hazard**, the applicable **amount of insurance** will be limited to the minimum amount prescribed by either of the following laws, depending on the type of **motor vehicle** involved in the **loss**:

- *Automobile Insurance Act*, or
- *An Act Respecting Off-highway Vehicles*.

6.5 Specific rules for vehicle of which the named insured has recently become the owner

- A. The **vehicle of which the named insured has recently become the owner** will benefit from the same coverage as the **described vehicle**.
- B. If the **named insured** has more than one **described vehicle** insured with the **insurer**, under one or more insurance contracts, the vehicle of which he or she has recently become the owner will be insured to the extent of the least of existing coverages on all such other vehicles.

6.6 Specific rules for temporary replacement vehicle

- A. Any civil liability insurance contract issued to the **owner** of a **temporary replacement vehicle** applies first.
- B. This Section A will apply only if the insurance of that **owner** is insufficient,
 - up to the **amount of insurance** on the **described vehicle**, and
 - only for the amount exceeding the obligation of the **owner's** insurer.

If the **named insured** has more than one **described vehicle** insured with the **insurer**, under one or more insurance contracts, the highest **amount of insurance** on those vehicles will apply.

6.7 Specific rules for vehicle of which named insured is not the owner

- A. Any civil liability insurance contract issued to the **owner** of a **vehicle of which the named insured is not the owner** applies first.
- B. This Section A will apply only if the insurance of that **owner** is insufficient,
 - up to the **amount of insurance** on the **described vehicle**, and
 - only for the amount exceeding the obligation of the **owner's** insurer.

If the **named insured** has more than one **described vehicle** insured with the **insurer**, under one or more insurance contracts, the highest **amount of insurance** on those vehicles will apply.

- C. For the four exceptions described in the definition of **vehicle of which the named insured is not the owner** and subject to the conditions set out therein, the **amount of insurance** is limited to the minimum amount prescribed by either of the following laws , depending on the type of **motor vehicle** involved in the **loss**:
 - *Automobile Insurance Act*, or
 - *An Act Respecting Off-highway Vehicles*.

6.8 Specific rules for trailers or semi-trailers attached to a motor vehicle

- A. When one or more trailers or semi-trailers are attached to a **motor vehicle**, they will be held to be one and the same vehicle.

This rule means that, if **damage** is caused by the **motor vehicle**, trailer or semi-trailer, a single **amount of insurance** will apply, namely, the highest amount.
- B. The same rule will apply if the vehicles are insured under different insurance contracts with the **insurer**.
- C. For the four exceptions described in the definition of **vehicle of which the named insured is not the owner** and subject to the conditions set out therein, the **amount of insurance** is limited to the minimum amount prescribed by either of the following laws , depending on the type of **motor vehicle** involved in the **loss**:
 - *Automobile Insurance Act*, or
 - *An Act Respecting Off-highway Vehicles*.

6.9 Specific rules for insured vehicle in custody of a person engaged in a garage business

When **damage** is caused by an insured vehicle in the custody of a **garage business** at the time of **loss**:

- A. The insurance contract of the person who engages in a **garage business** and in whose custody the vehicle has been placed applies first, provided such contract covers the person's civil liability without expressly designating the vehicles that are insured.
- B. This Section A only applies if such person's insurance is insufficient,
 - up to the applicable **amount of insurance**, and
 - only for the amount exceeding the obligation of that person's insurer.

7. REPRESENTATION MANDATE

The insured persons authorize the **insurer** to represent them in any lawsuit brought against them in Canada or the United States.

The lawsuit must arise from the fact that the insured person is the **owner** of the insured vehicle or from the insured person having been driving or using it.

This representation mandate includes the right for the **insurer** to appear on behalf of the insured persons and to assume their defence.

The insured persons renounce their right to withdraw this mandate from the **insurer** without the **insurer's** consent.

SECTION B: COVERAGE FOR DAMAGE TO INSURED VEHICLES (*OPTIONAL INSURANCE*)

1. INSURED PERSON

The insured person under Section B is the **named insured**.

*To determine which persons are insured when a **temporary replacement vehicle** is involved in a **loss**, refer to Article 5, Section B.*

2. INSURED VEHICLES

Unless the context indicates otherwise, the expression “insured vehicle” under Section B refers to the following vehicles:

- A. **Described vehicle.**
- B. **Vehicle of which the named insured has recently become the owner**, subject to the conditions set out in that definition.

3. PRINCIPAL COVERAGE

3.1 Description of principal coverage

Section B covers:

- any direct and accidental **damage** to an insured vehicle or its equipment and accessories; and
- the disappearance of an insured vehicle or its equipment and accessories.

The **damage** or disappearance must result from the occurrence of a peril covered by the applicable protection.

3.2 Description of protections

To determine which protection applies, refer to Item 4, "Declarations."

3.2.1 Protection 1 – "All perils" coverage

This protection covers **damage** caused by any type of peril. However, perils and **damage** as listed in Article 6, Section B are excluded.

3.2.2 Protection 2 – Coverage against perils of collision and upset

This protection covers **damage** caused by the perils of collision and upset.

"Collision" includes:

- any collision between an insured vehicle and the ground;
- any collision between two vehicles attached to each other; and
- any collision between an insured vehicle and a person or an animal.

"Upset" of an insured vehicle may be partial or total.

However, perils and **damage** as listed in Article 6, Section B are excluded.

3.2.3 Protection 3 - Coverage against perils other than collision or upset

This protection covers **damage** caused by perils other than collision or upset.

Coverage includes **damage** caused by the following perils:

- the perils listed in Protection 4;
- falling or flying objects;
- malicious mischief; and
- projectiles.

Like Protection 2, this protection also covers **damage** caused by a collision between an insured vehicle and a person or an animal.

However, perils and **damage** as listed in Article 6, Section B are excluded.

3.2.4 Protection 4 - Coverage against specific perils

This protection only covers **damage** caused by the following perils:

- attempted theft;
- civil commotion;
- earthquakes;
- explosions;
- falling or forced landing of aircraft or parts of aircraft;
- fire;
- hail;
- lightning;
- riots;

- rising water;
- stranding, sinking, burning, derailment or collision of any vehicle or vessel in or upon which an insured vehicle is being transported;
- theft; and
- windstorms.

However, perils and **damage** as listed in Article 6, Section B are excluded.

4. ADDITIONAL COVERAGES

When the principal coverage applies, Section B will include the following additional coverages:

4.1 Travel expenses due to theft of insured vehicle

If an insured vehicle is covered by Protection 1, Protection 3 or Protection 4 and can no longer be used by the **named insured** due to theft of the entire vehicle, the **insurer** will reimburse any expenses incurred for:

- leasing of **temporary replacement vehicle**;
- public transportation; and
- use of taxicab.

Upon submission of receipts, the above expenses will be reimbursed up to a maximum of \$40 a day and \$1,200 per **loss**.

This coverage only applies to expenses incurred 72 hours or more after the theft has been reported to the police or the **insurer**, even if the insurance contract has expired since the **loss**.

Expenses will no longer be eligible for reimbursement once:

- the insured vehicle has been replaced, or repaired if it was found damaged; or
- a settlement agreement for the **loss** has been reached before the insured vehicle is replaced or repaired.

4.2 Bearing costs claimed by municipality

The **insurer** bears the costs claimed from the **named insured** by a municipality under the *Act respecting municipal taxation* and its regulations, if its fire protection service was called to prevent or fight any fire in an insured vehicle.

4.3 Bearing other costs

The **insurer** will bear the following costs when the **named insured** is civilly liable:

- general average costs;
- salvage costs; and
- customs duties of Canada and the United States.

5. COVERAGE FOR TEMPORARY REPLACEMENT VEHICLES

The **insurer** will indemnify the **named insured** and the driver of a **temporary replacement vehicle** against the financial consequences they may incur when they are civilly liable for:

- direct and accidental **damage** to the vehicle; or
- disappearance of the vehicle.

Civil liability may be contractual or extracontractual.

The following conditions apply:

- the coverage applicable to the **temporary replacement vehicle**, i.e., coverage of the **described vehicle** that it replaces, must include the peril that caused the **damage**; and
- the named insured or the driver must have the care, custody or control of the vehicle.

The additional coverages under Section B do not apply to this coverage. However, the additional coverages under Section A may apply, as the case may be.

Coverage is subject to the exclusions listed in Article 6, Section B.

The indemnity payable by the **insurer** is determined in accordance with the rules set out in Article 8, Section B.

6. EXCLUSIONS

The following are excluded from coverage under Section B:

A. **Damage** to tires, except:

- if **damage** is coincident with other **damage** insured under the same coverage; or
- in case of fire, theft or malicious mischief insured under the same coverage.

B. **Damage** caused by:

- breakdown;
- corrosion;
- explosion within the combustion chamber;
- freezing;
- mechanical failure;
- normal wear and tear; and
- rust.

However, the **damage** described above will not be excluded:

- if **damage** is coincident with other **damage** insured under the same coverage; or
- in case of fire, theft or malicious mischief insured under the same coverage.

C. For Protection 3 and Protection 4 only, theft committed by one of the following persons:

- a person whose domicile is the same as that of the **named insured**;
- a person employed by the **named insured** in operating, selling, equipping, repairing, maintaining, servicing, storing, parking or moving an insured vehicle, whether or not the theft occurs in the course of such service or employment.

- D. Conversion, embezzlement, theft or secretion of an insured vehicle by any person in lawful possession of the vehicle under a hypothec, conditional sale, lease agreement or contract of leasing or under any other similar written agreement.
- E. Voluntary parting with title or ownership, with or without breach of trust, fraud or deceitful representation.
- F. Contents of a trailer or a semi-trailer.
- G. Tapes or accessories for use with a tape recorder or tape player, or compact discs, unless in place in a device.
- H. Whether or not war is declared, **damage** caused directly or indirectly by:
- bombardment;
 - civil war;
 - insurrection;
 - invasion;
 - military power;
 - operation of armed forces while engaged in hostilities;
 - rebellion;
 - revolution; and
 - usurped power.
- I. **Damage** caused by a **loss** that occurs while the insured vehicle:
- is leased to **another person**;
 - is used as a taxicab, sightseeing vehicle, bus, coach or any other chauffeur-driven vehicle;
 - is used to carry explosives;
 - is used to carry radioactive material for research, education, development, industrial or other related purposes.

The **insurer** may accept to insure the above situations by specifying them in “*Declarations*” or by way of an **endorsement**.

7. DEDUCTIBLE PAYABLE BY NAMED INSURED

The **named insured** must assume the **deductible** for the applicable protection. However, if the **damage** is caused by lightning or fire, the **deductible** will not apply.

*To determine the **deductible** applicable for each of the protections, refer to Item 4, “Declarations”, or the **endorsements**, as applicable.*

8. INDEMNITY PAYABLE BY INSURER

8.1 General rule

The indemnity payable by the **insurer** is equal to the value of the **damage**, less the **deductible**. It also includes any expenses described under the additional coverages.

*For the rules relating to determination of the value of **damage**, refer to Article 2, “Reporting a loss and submitting a claim.”*

8.2 Time of payment

The **insurer** must pay the indemnity:

- within 60 days after the date on which the **named insured** reported the **loss**; or
- within 60 days after receipt by the **insurer** of the information or supporting documents that it requested.

8.3 Specific rules for vehicle of which the named insured has recently become the owner

- A. If a **vehicle of which the named insured has recently become the owner** replaces or is in addition to a sole **described vehicle**:
- coverage will be the same as for the **described vehicle**;
 - the **deductible** will be the same as for the **described vehicle**.
- B. If the vehicle is in addition to more than one **described vehicle** covered under one or more insurance contracts with the **insurer**:
- **damage** will be covered only to the extent that all the **described vehicles** are covered, at the date of **loss**, for the peril that caused the **damage**;
 - the applicable **deductible** will be the highest of all **deductibles** for the protections covering the peril that caused the **damage**.

8.4 Specific rules for temporary replacement vehicle

- A. Any insurance contract issued to the **owner** of the **temporary replacement vehicle** will apply first.
- B. This Section B only applies if:
- the **owner** of the vehicle is not covered for the **damage** caused to his or her vehicle; or
 - the **owner** of the vehicle is covered, but the **deductible** under his or her insurance contract is higher than the **deductible** under this contract. The indemnity under this Section B is then limited to the difference between:
 - the **deductible** payable by the **owner** of the vehicle; and
 - the **deductible** payable for the **described vehicle** that is being replaced by the **temporary replacement vehicle**.

8.5 Specific rules for trailers or semi-trailers attached to a motor vehicle

If one or more trailers or semi-trailers are attached to a **motor vehicle** and the vehicles incur **damage** in the same **loss**:

- the vehicles will be held to be separate vehicles; and
- their own coverage and their own **deductible** will apply.

GENERAL CONDITIONS

1. LAWS APPLICABLE TO INSURANCE CONTRACT

The insurance contract is governed by the following laws:

- *Civil Code of Quebec*;
- *Code of Civil Procedure of Quebec*;
- *Automobile Insurance Act* and its regulations; and
- *An Act Respecting Off-highway Vehicles*, where applicable.

Some of the general conditions of the insurance contract are a simplified version of the requirements of the above laws. In case of any ambiguity or discrepancy, the terms of the laws will prevail.

2. PLACES WHERE COVERAGE APPLIES

The coverage provided under the insurance contract will apply only if the **loss** occurs:

- in Canada or the United States ; or
- on a vessel or in an aircraft travelling between the seaports and airports of those countries.

The **insurer** may accept, by way of **endorsement**, to cover a **loss** that occurs elsewhere.

3. CONTINUATION OF COVERAGE AFTER A LOSS

A **loss** does not cause the insurance contract to terminate.

4. RULES PERTAINING TO APPLICATION OF INSURANCE CONTRACT WHEN THERE ARE TWO OR MORE DESCRIBED VEHICLES

If there are two or more **described vehicles**, the insurance contract is deemed to apply to each of the vehicles as if a separate contract had been issued for each of them.

5. DISCLOSURE TO INSURER

5.1 Initial declaration of risk

The **client** and the insured person if required by the **insurer** are bound to represent the facts known to them that are likely to materially influence an insurer in:

- analyzing the risk;
- deciding whether or not to cover the risk; or
- setting the **insurance premium**.

However, the **client** and the insured person are not required to represent facts known to the **insurer** already or which the **insurer** is presumed to know by their notoriety, unless the **insurer** asks questions in that regard.

5.2 Aggravation of risk

5.2.1 Obligation of insured person

The insured person is required to promptly report to the **insurer** any change that increases the risks specified in the insurance contract.

The facts to be reported must result from events within the control of the insured person. They must also be likely to materially influence an insurer in:

- analyzing the risk;
- deciding whether to continue or terminate the insurance contract; or
- setting the **insurance premium**.

5.2.2 Rights of insurer

Upon being informed of any new facts, the **insurer** may:

- propose a new **insurance premium** to the **named insured** in writing. The **named insured** must then accept and pay the new **insurance premium** within 30 days of the proposal, failing which the insurance contract will terminate; or
- cancel the insurance contract subject to the conditions set out in Article 3, “*Effective date, renewal and expiry of insurance contract.*”

However, if the **insurer** continues to accept payment of the **insurance premium** or if the **insurer** pays an indemnity after a **loss**, the **insurer** will be deemed to have accepted the new facts as reported.

5.3 Consequences of misrepresentation or non-disclosure

5.3.1 Consequences for Section A

A. Nullification of Section A

Section A may be nullified at any time at the instance of the **insurer** if:

- (a) the **client** or an insured person:
- has falsely declared any of the information that must be reported, as stated in Articles 5.1 and 5.2 of this section (known as “misrepresentation”); or
 - has voluntarily failed to disclose any of the information referred to in Articles 5.1 and 5.2 of this section (known as “concealment”);

and

- (b) such misrepresentation or concealment is likely to substantially influence a reasonable insurer in the decision to cover the risk.

B. Reduction of indemnity following a loss

If, following a **loss**, the **insurer** fails to establish that the misrepresentation or concealment was likely to substantially influence a reasonable insurer in the decision to cover the risk, the **insurer** will be required to pay a portion of the indemnity.

The indemnity is calculated in proportion to the **insurance premium** established by the **insurer** before becoming aware of the misrepresentation or concealment, divided by the **insurance premium** that the **insurer** would have established, had the **client** or the insured person provided the information that they were required to disclose.

5.3.2 Consequences for Section B

A. Nullification of Section B

Section B may be nullified at any time at the instance of the **insurer** if:

- (a) the **client** or an insured person:
 - has falsely declared any of the information that must be reported, as stated in Articles 5.1 and 5.2 of this section (known as “misrepresentation”); or
 - has voluntarily failed to disclose any of the information referred to in Articles 5.1 and 5.2 of this section (known as “concealment”);

and

- (b) such misrepresentation or concealment is likely to substantially influence a reasonable insurer in the decision to cover the risk.

Following a **loss**, Section B may be nullified at the instance of the **insurer** even if the **loss** does not result from the risk so misrepresented or concealed.

B. Reduction of indemnity following a loss

Following a **loss**, and notwithstanding any misrepresentation or concealment, the **insurer** is required to pay a portion of the indemnity if the **insurer** fails to establish:

- the bad faith of the **named insured** or the **client**; or
- that it would not have covered the risk, had it known the true facts.

The indemnity is calculated in proportion to the **insurance premium** established by the **insurer** before becoming aware of the misrepresentation or concealment, divided by the **insurance premium** that the **insurer** would have established, had the **client** or the insured person provided the information that they were required to disclose.

6. BREACH OF WARRANTY

In the event of a breach of warranty aggravating the risk, coverage of the risk subject to the warranty will be suspended.

The suspension will cease when:

- an insured person remedies the breach; or
- the **insurer** gives its consent.

Warranties may be found, among others, in:

- the “*Declarations*” section; and
- the **endorsements**.

7. PROHIBITED USE OF INSURED VEHICLE

The insured vehicle may not be driven or operated by the insured persons

- (a) When the insured persons:
 - are under 16 years of age or the legal age to drive; and
 - are not authorized to drive, by law, or qualified to drive or operate the vehicle.
- (b) To make any illicit trade or transportation.
- (c) To participate in a race or speed test.

In addition, the insured persons are not to allow **another person** to use the insured vehicle in the above situations.

8. EXAMINATION OF INSURED VEHICLES

At any reasonable time, the **insurer** is entitled to examine the **described vehicle** and its equipment and accessories.

9. NOTICE TO INSURER AND NAMED INSURED

Any notice to the **insurer** may be sent by any recognized means of communication to the **insurer** or its authorized representative.

Any notice to the **named insured** may be delivered personally to the **named insured** or by mail to the last known address of the **name insured**.

REPORTING A LOSS AND SUBMITTING A CLAIM

1. WHAT TO DO IN THE EVENT OF A LOSS

1.1 Report information to insurer

1.1.1 Report the loss

Notice must be given to the insurer as soon as an insured person becomes aware of a **loss** that may be covered under the insurance contract.

Any interested person may give such notice to the **insurer**.

Failure to fulfil the obligation to report the **loss** will result in the loss of his or her right to indemnity for the insured person if such failure causes prejudice to the **insurer**.

1.1.2 Report any additional information

When so requested by the **insurer**, the insured person will be required to inform the **insurer** as soon as possible of all the circumstances surrounding the **loss**, including:

- the probable cause of the **loss**;
- the nature and extent of the **damage**;
- the location of the insured vehicle or any other property;
- the rights of **another person**; and
- any other insurance contracts that may apply.

The insured person must also provide the **insurer** with supporting documents and declare under oath that all of the information provided is true.

If, for any serious reason, the insured person is unable to fulfil these obligations as soon as possible, the insured person will be entitled to a reasonable time in which to do so.

If the insured person fails to fulfil these obligations, any interested person may do so on the insured person's behalf.

The insured person must also provide the insurer promptly with a copy of any documents received in connection with a claim, including:

- notices;
- letters; and
- summons and any other legal process.

1.1.3 Consequences of deceitful representations

If a person makes a deceitful representation relating to a **loss**, the person will lose his or her right to an indemnity. The person will lose that right solely with respect to the **damage** caused by the occurrence of the peril to which the deceitful representation relates.

However, if the occurrence of the peril caused **damage** both to property for occupational use and to personal property, the person will lose his or her right to indemnity solely with respect to the **damage** caused to the class of property to which the deceitful representation relates.

1.2 Fulfil obligations relating to insured vehicle

1.2.1 Do not abandon insured vehicle

The insured person must not abandon the insured vehicle or any other damaged property without the **insurer's** consent.

1.2.2 Facilitate the salvage and examination of the insured vehicle by the insurer

The insured person must facilitate the salvage of the insured vehicle and any other insured property.

The insured person must also facilitate the examination by the **insurer**. This includes allowing the **insurer** and its representatives to visit any premises and examine the insured vehicle and its equipment and accessories.

1.2.3 Protect the insured vehicle

The insured person must ensure the protection of the insured vehicle from further loss or **damage**, as far as reasonably possible and at the expense of the **insurer**.

If the insured person fails to fulfil this obligation, any **damage** resulting directly or indirectly will be at the insured person's expense.

1.2.4 Do not perform repairs or remove physical evidence

Until the **insurer** has had a reasonable time to examine the insured vehicle, as provided for in Article 8, "*General conditions*":

- no repairs must be made to the vehicle; and
- no physical evidence of the **damage** must be removed from the vehicle.

However, such actions may be taken if

- they are necessary to protect the insured vehicle; or
- the **insurer** gives its consent in writing.

1.3 Refrain from commenting on liability and from settling claim

Except at his or her own cost, following a **loss**, the insured person must refrain:

- from commenting on his or her liability; and
- from settling or attempting to settle any claim.

Should an insured person enter into an agreement (called a "transaction") in respect of the **loss**, without the consent of the **insurer**, the **insurer** will not be bound by such agreement.

1.4 Cooperate with the insurer

The insured person must cooperate with the **insurer** in the processing of any claim.

2. HOW TO CALCULATE VALUE OF DAMAGE

The value of **damage** payable by the **insurer** may not be greater than the "actual cash value" of the insured vehicle.

Once the **named insured** has been indemnified, the **insurer** has the right to recover the damaged property in whole or in part.

2.1 Value of damage payable by insurer for repair of insured vehicle

The value of **damage** is determined on the basis of, among other things, the cost of materials at the time of **loss**.

The materials used to repair the insured vehicle, or to replace the damaged parts, must be of like kind and quality, taking into account any kind of depreciation.

2.1.1 Clarification concerning automobile body parts

The **insurer** will determine the cost of materials on the basis of original equipment manufacturer parts if

- the vehicle is less than two years old or has less than 40,000 km; or
- the vehicle is used for commercial purposes and is less than one year old.

In all other instances, the **insurer** may base its determination on the cost of similar automobile body parts. However, the **named insured** may ask for original equipment manufacturer parts, if available, and must then inform the **insurer** accordingly when reporting the **loss**. The **insurer** will then specify the applicable conditions and additional costs that the **named insured** will be required to pay.

2.1.2 Parts out of stock or no longer manufactured

If the materials needed to repair the vehicle include replacement parts that are out of stock or no longer manufactured, the liability of the **insurer** will be limited to the latest list price of original equipment manufacturer parts.

The **insurer** may also take into account any kind of depreciation.

2.2 Value of damage payable by insurer for insured vehicle if a total loss

If the insured vehicle is a total loss or constructive total loss, the value of **damage** will be equal to the “actual cash value” of the insured vehicle.

In spite of the total loss or constructive total loss of the insured vehicle, the **named insured** may ask for the vehicle to be restored to the same condition as it was at the time of **loss**.

The **named insured** must provide the **insurer** with supporting evidence to determine the vehicle’s condition at the time of **loss**.

In such instance, the **insurer** must accept the request if it considers that the costs are reasonable to restore the vehicle to the condition it was in at the time of **loss**.

2.3 Value of damage where insurer may decide to repair, rebuild or replace damaged property

In the absence of arbitration, and subject to the rights of preferred and hypothecary creditors, the **insurer** may decide to repair, rebuild or replace the damaged property with other property of like kind and quality, instead of making a cash payment.

Before repairing, rebuilding or replacing the property, the **insurer** must inform the **named insured** in writing within seven days after receipt of the proof of loss.

In addition, the property must be repaired, rebuilt or replaced within a reasonable amount of time.

3. RIGHT OF INSURER AFTER PAYING AN INDEMNITY (*RIGHT OF SUBROGATION*)

3.1 General rule

After paying an indemnity, the **insurer** will be subrogated to the rights of the insured person against the person responsible for the **damage**. This means that the rights of the insured person are transferred to the **insurer**.

Subrogation operates up to the amount of the indemnity paid by the **insurer**.

If the **insurer** cannot exercise its right of subrogation due to any act of the insured person, the **insurer** may be fully or partly released from its obligations towards the insured person.

3.2 Exceptions

In the following two instances, the **insurer** cannot ask the person responsible for the **damage** to reimburse the indemnity that it has paid:

- (a) When that person is a member of the insured person's household;
- (b) For Section B only, when that person had care, custody or control of the insured vehicle, with the consent of the **named insured**. The latter exception will not apply if the person:
 - was engaged in a **garage business** at the time of **loss**; or
 - has failed to comply with the insurance contract.

4. ARBITRATION IN EVENT OF DISAGREEMENT BETWEEN NAMED INSURED AND INSURER

4.1 Request for arbitration

The **named insured** or the **insurer** may request arbitration in the event of disagreement on the following:

- the nature, extent or value of the **damage**;
- the adequacy of the repairs or replacement.

Arbitration may be requested even if the validity of the insurance contract is being challenged.

4.1.1 Request made by named insured

The **named insured** must send a written notice to the **insurer** indicating the reason of the disagreement.

The **insurer** must accept a request for arbitration made by the **named insured** and send the **named insured** an acknowledgement of receipt within 15 clear days after receipt of the notice.

4.1.2 Request made by insurer

The **insurer** must send a written notice to the **named insured** indicating the reason of the disagreement.

The **named insured** must send the **insurer** confirmation of his or her acceptance or refusal to submit the disagreement to arbitration within 15 clear days after receipt of the notice.

4.2 Designation of experts and arbitrator

The **insurer** and the **named insured** must each choose an expert.

Depending on the nature of the disagreement, both experts thus chosen must determine:

- the nature, extent and value of the **damage**. In order to do so, they must assess separately the “actual cash value” and the cost of repair or replacement; or
- the adequacy of the repair or replacement.

If their assessments differ, experts must try and agree on a common value.

Should they fail to agree, they must submit their difference to a neutral arbitrator of their choosing, that is, an arbitrator who represents the interests of neither the **insurer** nor the **named insured**.

The **insurer** or the **named insured** must ask a competent jurisdiction where the arbitration is held to appoint the arbitrator or experts if:

- the **insurer** or the **named insured** failed to choose an expert within 30 clear days of the date of notice;
- the experts fail to choose an arbitrator within 15 clear days of their appointment; or
- one of the experts or the arbitrator refuses to act or is unavailable.

4.3 Value of damage payable by insurer

Even if there is arbitration, the **insurer** will be required to pay the unchallenged portion of the value of **damage**. Payment must be made no later than:

- within 60 days after the **loss** was reported; or
- within 60 days after receipt by the **insurer** of the information or supporting documents that it requested.

However, if the validity or application of the insurance contract is being challenged, the **insurer** will not be required to pay such amount within the above time periods.

Following arbitration, the **insurer** will be required to pay the amount determined by the arbitrator within 15 days after the date on which the **named insured** accepted the arbitrator's decision.

4.4 Conduct of arbitration

The arbitration must follow the procedure outlined in Articles 940 to 951.2, *Code of Civil Procedure* of Quebec, with the necessary modifications due to specific rules set out in the insurance contract.

As stated in Article 944.1, *Code of Civil Procedure* of Quebec, the arbitrator may decide which procedure to apply for arbitration. Nonetheless, the arbitrator must ensure that the rules set out in Articles 940 to 951.2, *Code of Civil Procedure* of Quebec are followed.

4.5 Choice of language

The arbitrator, the **insurer** and the **named insured** may use the language of their choice during arbitration proceedings. Arrangements must be made to ensure that proceedings are understood by everyone.

4.6 Place of arbitration proceedings

Arbitration proceedings take place in a location to be determined according to the domicile of the **named insured**.

4.7 Arbitrator's decision

The arbitrator renders a decision based on the applicable laws of Quebec.

The arbitrator's decision must be written and reasoned. It must also be signed and indicate the date and place where it was made.

The decision must be sent to the **insurer** and the **named insured** within 30 days after the date on which it was made.

4.8 Costs and fees of arbitration

The **insurer** and the **named insured** each pay the costs and fees of their own expert and half the costs and fees of the arbitration proceedings.

However, if the arbitrator considers that the method for sharing the costs and fees of the arbitration proceedings is not justified or fair in the circumstances, the arbitrator may decide otherwise.

5. PRESERVATION OF RIGHTS OF NAMED INSURED AND INSURER

The actions of the **named insured** or the **insurer** are not considered as the waiving of their rights under the insurance contract if they relate to:

- investigation of a **loss**;
- settlement of a **loss**;
- arbitration; and
- proof of loss.

6. TIME TO START LEGAL ACTION UNDER INSURANCE CONTRACT (*PRESCRIPTION PERIOD*)

Any legal action arising from the insurance contract, including a lawsuit must be started within three years after the date on which the right of action has arisen.

EFFECTIVE DATE, RENEWAL AND EXPIRY OF INSURANCE CONTRACT

1. EFFECTIVE DATE AND EXPIRY OF INSURANCE CONTRACT

The insurance contract takes effect and expires at the time and dates indicated in Item 2, “*Declarations*” or, where applicable, in the **endorsements**.

2. RENEWAL OF INSURANCE CONTRACT

Upon its date of expiry, the insurance contract will be renewed automatically, unless notice to the contrary is given by the **named insured** or the **insurer**.

The insurance contract will be renewed for the same **insurance premium** and the same period, unless notice to the contrary is given by the **named insured** or the **insurer**.

The notice sent by the **insurer** may be a notice of non-renewal or a notice to change the **insurance premium**. The notice must be sent to the **named insured** no later than 30 days before the date of expiry of the insurance contract, at the last known address of the **named insured**.

If the **named insured** uses an insurance broker, the **insurer's** notice must be sent to the insurance broker who must then deliver it to the **named insured**.

3. CANCELLATION OF INSURANCE CONTRACT (*ENDING OF INSURANCE CONTRACT*)

3.1 Cancellation by named insured

3.1.1. Conditions to be met

The **named insured** may cancel the insurance contract at any time by written notice to the **insurer**.

The **named insureds** may mandate one or more of them to send a notice on behalf of them all.

Cancellation takes effect upon receipt by the **insurer** of the notice of each of the **named insureds** or their representative.

3.1.2 Refund of insurance premium

If the insurance contract is cancelled by the **named insured**, the **insurer** must refund any overpayment of **insurance premiums**, as calculated according to the “*Cancellation table*.” The “*Cancellation table*” is part of the insurance contract.

However, if the **insurance premium** was paid to the **insurer** by the insurance broker, the **named insured** may be refunded solely for what has actually been paid or refunded to the insurance broker.

3.2 Cancellation by insurer

3.2.1 Conditions to be met

A. Cancellation within 60 days

The **insurer** may cancel the insurance contract within 60 days after its effective date.

The **insurer** must send a written notice to each of the **named insureds** or their representative.

Cancellation takes effect 15 days after receipt of the notice by each of the **named insureds** or by their representative, at their last known address.

B. Cancellation after 60 days

More than 60 days after the effective date of the insurance contract, the **insurer** may cancel the insurance contract only if

- there has been an aggravation of risk which is likely to substantially influence a reasonable insurer in the decision to maintain the insurance contract; or
- the **insurance premium** has not been paid.

The **insurer** must send a written notice to each of the **named insureds** or their representative.

Cancellation is effective either:

- 30 days after receipt of the notice by each of the **named insureds** or by their representative, at their last known address; or
- 15 days after receipt of the notice by each of the **named insureds** or by their representative, at their last known address, if the **described vehicle** is a vehicle under Title VIII.1, *Highway Safety Code*, and is not a school bus.

3.2.2 Refund of insurance premium

If the **insurer** cancels the insurance contract, the **insurer** will be entitled only to the portion of the **insurance premium** corresponding to the number of days for which the **named insured** was actually covered under the insurance contract.

If the **named insured** paid the **insurance premium** in advance, the **insurer** must refund the overpayment. However, if the **insurance premium** was paid to the **insurer** by the insurance broker, the **named insured** may be refunded solely for what has actually been paid or refunded to the insurance broker.

CANCELLATION TABLE

DEFINITIONS

Unless the context indicates otherwise, the definitions below applies apply to the words and expressions shown in bold in the insurance contract. Because of the context, a defined word or expression may not be shown in bold in the insurance contract, in which case it is being used in its ordinary meaning and the definition does not apply.

Some of the definitions are a simplified version of those set out in the following laws:

- *Civil Code of Quebec*;
- *Code of Civil Procedure* of Quebec;
- *Automobile Insurance Act*, and
- *An Act Respecting Off-highway Vehicles*.

In case of any ambiguity or discrepancy, the terms of the laws will prevail.

AMOUNT OF INSURANCE: The maximum amount payable by the **insurer**, under Item 4, "*Declarations*" or in an **endorsement**.

BODILY INJURY: Any physical or mental injury, including death.

CLIENT: The person who submits an application to the **insurer** in order to enter into an insurance contract. The insurance application may be made for the client personally or for another person. The client is not necessarily the **named insured**.

DAMAGE:

- In Section A, "**damage**" refers to both **property damage** and **bodily injury**.
- In Section B, "**damage**" refers solely to **property damage**.

DEDUCTIBLE: The amount left to be paid by the **named insured**.

DESCRIBED VEHICLE: A **motor vehicle**, trailer or semi-trailer specifically designated in Item 3, "*Declarations*", or included within the description of **described vehicles** therein.

ENDORSEMENT: A document modifying the insurance contract and officially called "Quebec Endorsement Form" or "Q.E.F."

GARAGE BUSINESS: Includes any business activity involving the custody, selling, equipping, repairing, maintaining, storing, parking, moving or servicing of **motor vehicles**.

INSURANCE PREMIUM: The amount payable to the **insurer** in consideration of the coverages provided under the insurance contract.

INSURER: The insurer issuing this insurance contract.

LOSS: A risk that occurs and causes **damage**.

MOTOR VEHICLE: A vehicle propelled by any power other than muscular force and adapted for transportation on public highways but not on rails.

MOTOR VEHICLE USED FOR PERSONAL PURPOSES: Includes any utility **motor vehicle** while used for personal purposes and whose gross vehicle weight does not exceed 4,500 kg (10,000 lbs.).

NAMED INSURED: A person designated in Item 1, “*Declarations*.”

NUCLEAR HAZARD: The risk arising from the hazardous nature of substances:

- that have radioactive, toxic or explosive properties; and
- that are prescribed under the *Nuclear Safety and Control Act* or its regulations.

ANOTHER PERSON: Anyone who is not an “insured person” under the insurance contract.

OWNER: A person who acquires or possesses a **motor vehicle** under one of the following:

- a document confirming the person’s status as owner of the vehicle (called a “title of ownership”);
- a document entitling the person to become the owner of the vehicle subject to certain conditions or at a certain time;
- a document entitling the person to use the vehicle as if the owner, for a certain amount of time only;
- a lease agreement for a period of not less than one year.

PROPERTY DAMAGE: Any **damage** caused to a **motor vehicle** or another type of property, including their disappearance.

SPOUSE: A person who, at the time of the **loss**:

- (a) is married to and living with another person;
- (b) is not married, but has been living in a *de facto* union with another person of the same or opposite sex and is publicly represented as spouse. These conditions must exist for at least three years or, in the following cases, for at least one year:
 - a child has been born or is to be born of their union;
 - they have adopted a child together; or
 - one of them has adopted a child of the other.

TEMPORARY REPLACEMENT VEHICLE: A **motor vehicle** used temporarily to replace a **described vehicle**, if the following conditions are met:

- the **described vehicle** cannot be used for one of the following reasons: breakdown, repair, maintenance, loss, destruction, sale or servicing; and
- neither the **named insured** nor anyone whose domicile is the same as that of the **named insured** is **owner** of the temporary replacement vehicle.

TRAILER OR SEMI-TRAILER OF WHICH THE NAMED INSURED IS THE OWNER: A trailer or semi-trailer of which the named insured is the owner and that is not described in Item 3, “*Declarations*”, if:

- (a) the trailer or semi-trailer is not designed or used to carry passengers or for demonstration, sales, office or dwelling purposes; and
- (b) the trailer or semi-trailer is attached to a **motor vehicle used for personal purposes** that is insured, or is not attached to such a vehicle provided that it is usually attached to such a vehicle.

VEHICLE OF WHICH THE NAMED INSURED HAS RECENTLY BECOME THE OWNER: A **motor vehicle**, trailer or semi-trailer of which the **named insured** has recently become the **owner**, if the following conditions are met:

- (a) Within 14 days of taking possession of the vehicle, the **named insured** informs the **insurer** that he or she is the **owner** thereof.

- (b) The vehicle replaces or is in addition to one or more **described vehicles**. If the vehicle is in addition to one or more **described vehicles**:
- the **named insured** must have no other specific insurance in respect of such vehicle at the date of **loss**; and
 - the **insurer** must insure all the other vehicles **of which the named insured is the owner** on the date of taking possession of the vehicle.
- (c) The **named insured** agrees to pay the additional **insurance premium** charged by the **insurer**.

If the **named insured** is engaged in the business of selling **motor vehicles**, the **motor vehicles** acquired for such business activities will not be held to be “**vehicles of which the named insured has recently become the owner.**”

VEHICLE OF WHICH THE NAMED INSURED IS NOT THE OWNER: A **motor vehicle** of which the **named insured is not the owner** provided the conditions outlined below are met. The conditions differ, depending on whether the **named insured** is an individual or a legal person, partnership or association.

- (a) **If the named insured is an individual:** At the time of **loss**, the driver must be the **named insured** or his or her **spouse**.

However, in the four exceptions listed below, the vehicle will be held to be an insured vehicle only if driven by the **owner** of a **described vehicle**. In addition, only the **owner** will be covered, and only for a reduced **amount of insurance** (see *Articles 6.7 and 6.8, Section A*):

1. At the time of **loss**, the vehicle is being driven in connection with a **garage business**.
2. The **owner** of the vehicle is a person whose domicile is the same as that of the **named insured**.
3. The vehicle is provided by the employer of the **named insured** or by the employer of anyone whose domicile is the same as that of the **named insured**.
4. The vehicle is appropriated for a use, outside Quebec:
 - as a taxicab, bus or coach; or
 - for commercial delivery.

- (b) **If the named insured is a legal person, partnership or association:**

1. At the time of **loss**, the vehicle must be driven by one of the following drivers or by their **spouse**:
 - an employee of the **named insured**;
 - a shareholder of the **named insured**;
 - a member of the **named insured**;
 - a partner of the **named insured**.
2. These drivers must regularly use the **described vehicle**.
3. These drivers or their **spouse** must not be **owners** of a **motor vehicle**.
4. At the time of **loss**, the vehicle is not being driven in connection with a **garage business**.
5. The vehicle must not be appropriated to a use outside Quebec:
 - as a taxicab, bus or coach; or
 - for commercial delivery.

6. Neither the **named insured**, nor the employee of the **named insured**, nor the following persons must be **owners** of the vehicle or in possession of the vehicle under a written agreement similar to a hypothec, conditional sale or lease agreement:
- a shareholder, member or partner of the **named insured**;
 - anyone whose domicile is the same as that of the **named insured** or of the **named insured's** employee, shareholder, member or partner.

Condition 6 will not apply in the case of a lease for use that is not regular or frequent.